

Tendance CLAIRE du NPA

pour le **Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire**

(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

Supplément au bulletin *Au CLAIR de la lutte* n° 12, mai-juin 2012 — Prix : 1,5 € (soutien : 2 €)

Crise et lutte des classes en Grèce



Sommaire

Quelques éléments économiques, sociaux et politiques.....3

Janvier 2010

La crise de la dette pousse le gouvernement à accélérer ses attaques contre les travailleurs5

Avril 2010

Situation explosive en Grèce : les travailleurs parviendront-ils à vaincre ?6

Mai 2010

Sur les derniers développements de la crise en Grèce et en Europe 13

Juillet 2011

Nouveau plan d'austérité (« Memorandum II ») : attaques inouïes
contre les travailleurs et semi-colonisation du pays..... 17

Octobre 2011

Les plans d'austérité aggravent-ils les déficits publics
et nuisent-ils à l'accumulation du capital?.....25

Novembre 2011

La bourgeoisie grecque peut dire merci aux bureaucrates et aux réformistes.....28
L'annonce d'un référendum par Papandréou sème la panique
dans toute l'Europe et exacerbe la crise politique en Grèce34

Février 2012

Où va la Grèce? Les travailleurs trouveront-ils
une issue à la barbarie capitaliste qui les frappe?.....36

Mai 2012

Un tsunami électoral balaye la gauche et la droite pro-austérité
et approfondit la crise politique39

Juin 2012

À la veille des élections législatives, la Grèce face à un tournant majeur.
Quelle politique pour les révolutionnaires ?43

Quelques éléments économiques, sociaux et politiques

La Grèce est un pays de plus de 11 millions d'habitants, qui comprend deux grandes agglomérations : Athènes (4 millions) et Thessalonique (1 million).



Même si la production agricole est en baisse constante, les agriculteurs composent plus de 12% de la population active (3% en France). Les exploitations agricoles sont de petite taille et peu compétitives ; la viticulture est sinistrée et le pays est désormais importateur net de produits laitiers et de viande.

L'industrie est peu développée et en perte de vitesse (par exemple les chantiers navals procuraient environ 15 000 emplois directs en 1985 contre moins de 3 000 aujourd'hui), d'où l'important déficit commercial (les produits industriels s'exportent, contrairement à la plupart des services). Elle regroupe 18% de la main-d'œuvre (22% en France et 33% en Allemagne).

Les services regroupent le reste de la population active (70%). Le principal point fort est le secteur du tourisme, qui représente 15% du PIB. Avec la baisse des salaires et la mise sous tutelle de la Grèce, ce secteur pourrait prospérer et transformer la Grèce en zoo pour touristes.

La part des salariés dans la population active est très faible : 63,7% (contre 88% pour la France), en raison du grand nombre de petites exploitations agricoles, de petits commerces, d'installations artisanales (à main-d'œuvre familiale).

Principaux partis

PASOK

Parti « social-démocrate » qui fut longtemps dirigé par Andréas Papandréou (premier ministre de 1981 à 1989 et de 1993 à 1996). Le PASOK a longtemps adopté un profil populiste de gauche, maniant un discours nationaliste. Alors qu'il avait fait campagne pour la sortie de l'OTAN et de la Communauté économique européenne (avant l'UE), Papandréou a renié ses engagements et servi les intérêts du capital. Le PASOK a gagné les élections législatives d'octobre 2009 avec 44% des suffrages et la majorité absolue au parlement. Après avoir centré sa campagne sur le soutien aux bas revenus et la relance de la demande, le premier ministre Georges Papandréou (fils d'Andréas) a très rapidement opéré un tournant brutal vers une politique d'austérité très dure. Le PASOK est actuellement dirigé par Eugenos Venizelos, ministre des finances sous Papandréou puis sous Papademos.

KKE

Parti stalinien, qui a rompu avec les partis communistes « post-marxistes » (comme le PCF) rassemblés dans le « parti de gauche européen ». Employant une rhétorique très anticapitaliste et anti-impérialiste, il met en avant une perspective de « front populaire », alliance avec des secteurs de la bourgeoisie pour mettre en place une « économie populaire ». Il a en fait la ligne du PCF des années 1960 et 1970. Le PCF mettait en avant un programme pour un « gouvernement démocratique d'union populaire » et théorisait le passage par une phase de « démocratie avancée » (avec des secteurs de la bourgeoisie) précédant la phase socialiste, selon une logique typiquement réformiste dans le cadre de l'orientation des chefs staliniens de l'URSS mettant en œuvre une ligne de « coexistence pacifique » avec le capitalisme. Le KKE a d'ailleurs participé à un gouvernement dominé par la droite (Nouvelle Démocratie) en 1989.

Syriza

Coalition réformiste formée en 2004, constituée par Synaspismos (scission de droite du KKE au début des années 1990, qui est de loin la plus grosse organisation de la coalition) et par quelques groupes d'extrême gauche comme Xekinima, la section grecque du CIO (Comité pour une Internationale ouvrière, fort surtout en Grande-Bretagne, Écosse et Irlande, et dont la section française est le courant Gauche révolutionnaire du NPA) ou Kokkino, section sympathisante du « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale » (SUQI, regroupement international auquel participent des militants du NPA issus de la LCR). Syriza est affiliée au parti de gauche européen, comme le PCF et ses équivalents dans les autres pays. Son principal dirigeant est Alexis Tsipras, 37 ans, ancien syndicaliste étudiant et ancien membre des jeunes communistes.

Nouvelle Démocratie

Principal parti de droite dirigé depuis 2009 par Antonio Samaras. Ministre des finances puis des affaires étrangères entre 1989 et 1992, il a démissionné de la Nouvelle démocratie en 1992 sur la question macédonienne. Samaras a ensuite dirigé un petit parti de droite populiste et nationaliste (« Printemps politique ») entre 1992 et 2004, avant de réintégrer la Nouvelle démocratie en 2004, puis d'en prendre la direction en 2009. D'abord hostile en parole à la politique d'austérité de Papandréou, il a fait participer son parti au gouvernement d'union nationale de Papademos en 2011.

Aube dorée

Parti ouvertement néo-nazi dirigé par Nikólaos Michaloliákos. Auparavant marginal, il fait une percée aux législatives de mai 2012, atteignant près de 7%. Hostile au mémorandum et à la finance, il prône la nationalisation des banques ayant reçu une aide de l'État, le réexamen de la dette, la surveillance des frontières grecques par l'armée et la mise en place de mines antipersonnel ! Il organise des milices qui attaquent les immigrés, les personnes marginalisées et les militants du mouvement ouvrier. Il a mené des opérations d'intimidation dans certains bureaux de vote le jour de l'élection. Il doit notamment son succès à son travail de terrain : organisation de rondes contre la criminalité, accompagnement des personnes âgées, etc.



Symbole d'Aube dorée, entre le "méandre" grec et la croix gammée nazie...

Grecs indépendants

Parti de droite populiste fondé en février 2012, dirigé par Panos Kammenos et rejoint par 10 ex-députés de la Nouvelle Démocratie. Rejetant le mémorandum et voyant la main d'un « complot international », il a un discours souverainiste (sans remettre en cause l'euro et l'UE) et anti-immigrés. Il se veut le parti du « réveil national », exige de l'Allemagne qu'elle paie des réparations de guerre pour la seconde guerre mondiale, et met en avant la nécessité d'un gouvernement d'urgence au-dessus des partis.

LAOS

L'Alerte populaire orthodoxe est un parti d'extrême droite (ultra-conservateur et traditionaliste) fondé en 2000 et dirigé par Georgios Karatzaferis. Il défend une orientation similaire à celle du FN dans les années 1980 : anti-immigré, nationaliste (contre la reconnaissance de la Macédoine) et ultra-libérale. En constante progression dans les années 2000, il était hostile en parole à la politique d'austérité de Papandréou, avant d'intégrer le gouvernement d'union nationale de Papademos, puis d'en sortir, pour tenter en vain de regagner un peu de crédit.

ANTARSYA

Coalition anticapitaliste créée en 2009 avec la participation d'organisations qui se réclament du trotskysme, du maoïsme ou issues du KKE. Ses membres les plus importants numériquement sont le SEK (affilié à la Tendance socialiste internationale fondée par Tony Cliff autour du SWP britannique) et l'OKDE Spartakos. L'OKDE est la section officielle du SUQI (courant dont faisait partie la LCR) et elle y constitue une aile gauche - d'où la préférence qu'accorde la direction du SUQI à sa section sympathisante Kokkino...). Un conflit s'est ouvert en particulier autour des élections, la direction du SUQI soutenant Syriza quasiment sans critique (cf. p. 45)



Gauche Démocrate (DIMAR)

Parti fondé en 2010 par un courant de droite de Synaspismos (qui est également sorti de Syriza), qui prône une alliance avec le PASOK. Son principal dirigeant est Fotis Kouvelis.

Centrales syndicales

GSEE

Confédération qui regroupe environ 1 million de salariés du privé. Sa direction est liée au PASOK.

ADEDY

Confédération qui regroupe environ 400 000 fonctionnaires. Sa direction est liée au PASOK.

PAME

Front de lutte syndical dirigé par le KKE (fraction stalinienne de GSEE). Les manifestations organisées par le PAME ne se joignent jamais aux manifestations appelées par les autres syndicats et organisations étudiantes. Le KKE s'oppose à l'auto-organisation et à la construction de la grève générale (cherchant, à l'instar de l'ensemble des réformistes et des bureaucrates, à canaliser la lutte dans des journées d'action dispersées).

Janvier 2010 - La crise de la dette pousse le gouvernement à accélérer ses attaques contre les travailleurs

La situation de l'économie grecque est critique. Contrairement à la plupart des pays impérialistes, elle n'est pas sortie de la récession : le PIB a encore baissé de 0,3% au 3e trimestre 2009 et l'investissement continue à chuter de façon spectaculaire (23% au 2e trimestre 2009). Le taux de chômage atteint désormais 18%. Mais le principal sujet d'inquiétude pour les capitalistes est la capacité de l'État grec à rembourser sa dette. Le déficit budgétaire explose et devrait atteindre cette année 12,7% du PIB, et la dette publique est estimée à 113% du PIB cette année, et au moins 120% l'année prochaine. L'explosion récente de la dette vient notamment du fait que l'État est venu massivement au secours des banques : en garantissant les emprunts faits par les entreprises, l'État a pris en charge les intérêts des entreprises qui ont fait défaut dans leurs remboursements. Désormais, il s'agit de faire payer plein pot les travailleurs le sauvetage des capitalistes.

Les agences de notation ont dégradé la note de la Grèce (quant à sa capacité à rembourser sa dette), ce qui a eu pour effet immédiat de faire grimper les taux d'intérêt, alimentant un cercle vicieux pouvant conduire à la faillite

de l'État grec. En effet, étant dans la zone euro, l'État grec ne dispose pas de sa souveraineté monétaire, et il ne peut pas mener une politique inflationniste allégeant le poids de la dette.

Toute la question est aujourd'hui de savoir si le gouvernement grec parviendra à imposer les mesures drastiques contre les travailleurs afin d'éviter la faillite. Dans ce dessein, le gouvernement « socialiste » (PASOK), qui a appelé solennellement à « l'union nationale », est un atout pour la bourgeoisie grecque. En effet, il bénéficie du soutien de la bureaucratie des deux principales confédérations syndicales du pays (GSSE et ADEDY) pour faire passer sa cure d'austérité. Le premier ministre Papandréou a d'ors et déjà annoncé son intention de réduire les primes des fonctionnaires, de diminuer les dépenses des hôpitaux, et de faire des coupes sévères dans le budget des retraites, sans que cela provoque la moindre réaction des bureaucrates. Si cela ne suffit pas, le gouvernement n'écarte pas la possibilité d'augmenter la TVA, l'impôt qui touche plus fortement les pauvres que les riches. Cependant, la situation est loin d'être tranquille pour le gouvernement :

les importantes manifestations de la jeunesse (durement réprimées), la grève principalement appelée par le Front de lutte syndical (émanation du KKE, le parti communiste stalinien) le 17 décembre, montrent que la jeunesse et les travailleurs ne sont pas écrasés, et qu'ils sont prêts à combattre.

Les autres gouvernements de l'Union européenne ne veulent pas que la Grèce déstabilise l'euro et ils rechignent dans le même temps à lui venir en aide. Ils poussent donc le gouvernement grec à agir vite et fort, quelles qu'en soient les conséquences sociales. Si le gouvernement grec était trop faible, Angela Merkel a même évoqué¹ la possibilité de mettre la Grèce sous tutelle budgétaire de l'UE, en donnant la possibilité à l'UE ou à la zone euro de décider directement de la politique budgétaire des États membres surendettés.

L'absence d'un parti communiste révolutionnaire, non inféodé à l'idéologie bourgeoise, et par là même capable de recomposer et de rassembler la classe, derrière ses propres objectifs, immédiats et historiques, se fait cruellement sentir. Cette absence laisse aujourd'hui la masse des travailleurs sous l'emprise des réformistes, alors qu'une minorité et une partie significative de la jeunesse s'en détache et est influencée par les idées libertaires et autonomes.



1) « La question qui se pose est : de quelle autorité l'Europe [dispose-t-elle] pour dire aux parlements nationaux ce qu'il faut faire, afin d'éviter de causer des dommages à l'Europe elle-même ? Les parlements nationaux ne veulent pas se voir dicter de telles choses, mais nous avons besoin de résoudre ce problème », a-t-elle déclaré.

Avril 2010 - Situation explosive en Grèce : les travailleurs parviendront-ils à vaincre ?

Les fragilités de la zone euro

Pour fonctionner correctement, une union monétaire capitaliste doit avoir des mécanismes qui permettent de faire face aux asymétries structurelles (écart des gains de productivité, taux d'endettement, etc.) et d'absorber les chocs asymétriques (pertes de croissance, difficultés budgétaires, sorties de capitaux) qui affectent certains pays de l'union. La mobilité des forces de travail et du capital doit être suffisamment forte pour homogénéiser les conséquences de ces chocs entre les différents pays de l'union. Or ces mécanismes n'existent pas dans la zone euro. Il n'y a pas non plus de dispositifs institutionnels qui permettraient que les pays en mauvaise santé bénéficient automatiquement de transferts publics pour amortir les chocs. Le budget de l'UE est ridiculement faible (1,1% du PIB européen), les traités européens interdisent les aides directes de l'UE à un pays membre et la Banque centrale européenne a interdiction d'acheter des titres de dette émis par les États (ce qui permettrait de faire baisser les taux d'intérêt, comme cela se fait aux États-Unis). En l'absence de mécanisme de péréquation budgétaire au niveau européen, il y a un risque d'hétérogénéité croissante, qui menace la stabilité de la zone euro. Nouriel Roubini, présenté par les médias comme l'économiste qui a su prédire la crise avant tout le monde, va jusqu'à prédire l'explosion de la zone euro.

Aujourd'hui, quand un pays de la zone euro subit un choc (un choc financier pour la Grèce avec une montée des taux d'intérêt ; un choc économique pour l'Espagne, particulièrement péna-

lisée par l'explosion de la bulle immobilière...), il n'y a qu'un seul « remède » : la cure d'austérité, qui frappe essentiellement les travailleurs. Alors qu'un pays souverain pourrait dévaluer sa monnaie pour regagner en compétitivité, c'est impossible pour un pays de la zone euro : l'ajustement se fait par la baisse des salaires et des prix (déflation). Un pays en difficulté aurait-il alors intérêt à sortir de la zone euro ? Non, puisque les États de la zone euro s'endettent en euros... Une sortie de la zone, qui s'accompagnerait automatiquement d'une dévaluation de la monnaie nationale (recréée), ferait alors exploser les sommes à rembourser. Cela entraînerait probablement un défaut de paiement (l'effacement de ses dettes) de l'État qui prendrait ce risque. Avec pour conséquence un plan d'ajustement drastique pour espérer regagner la confiance des investisseurs. Le défaut de paiement de la Grèce ou d'un autre État aurait des conséquences catastrophiques sur les autres économies, puisque les banques (européennes notamment) détiennent des titres de la dette grecque. La zone euro est donc une prison de laquelle on ne sort pas indemne.

Bref, il n'est dans l'intérêt d'aucun pays de la zone euro de laisser s'écrouler l'un des siens. Ce n'est pas une question de « générosité » ou de « solidarité », mais de sauvegarde du système bancaire européen. D'ailleurs, Sarkozy et Merkel comptent bien mettre le moins possible la main à la poche, en exerçant la pression maximale sur l'État grec pour qu'ils appliquent les contre-réformes le plus rapidement possible. Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils vont y réussir : les conséquences du dévelop-

pement de la crise en Europe sont difficiles à prévoir, mais peuvent être catastrophiques.

L'économie grecque au bord du gouffre

La situation de l'économie grecque est critique. Elle s'enfonce dans la récession : - 0,5% au 3^e trimestre 2009, puis -0,8% au 4^e. L'investissement est en chute libre et le taux de chômage atteint désormais 10,3%, contre 7,9% un an plus tôt. Le déficit commercial est énorme (10% du PIB). Le déficit budgétaire a atteint 12,7% du PIB en 2009 et la dette publique est aujourd'hui d'environ 118% du PIB. L'explosion récente de la dette est due notamment au fait que l'État est venu massivement au secours des banques : en garantissant les emprunts faits par les entreprises, l'État a pris en charge les intérêts de celles qui ont fait défaut dans leurs remboursements.

Les agences de notation ont dégradé la note de la Grèce (quant à sa capacité à rembourser sa dette), ce qui a eu pour effet immédiat de déchaîner la spéculation et de faire grimper les taux d'intérêt, alimentant un cercle vicieux pouvant conduire au défaut de paiement de l'État grec. Les écarts de taux entre l'Allemagne (environ 3%) et la Grèce (environ 6-7%) deviennent impressionnants pour des pays ayant la même monnaie.

Désormais, il s'agit de faire payer plein pot les travailleurs pour le sauvetage des capitalistes. Sous peine de ne plus pouvoir rembourser les intérêts de la dette, l'État grec va multiplier les contre-réformes.

CDS : l'instrument privilégié de la spéculation contre la dette des États

Les Credit Default Swaps (CDS) permettent en principe au détenteur d'un titre de créance (comme un obligation émise par un Etat) de s'assurer contre le risque de défaillance d'un emprunteur. Le risque est ainsi transféré du créancier vers un tiers, moyennant le paiement d'une prime. Cette prime est d'autant plus forte que le risque de défaillance est perçu comme important : il y a une corrélation étroite entre la prime et le niveau des taux d'intérêt auquel l'emprunteur s'endette.

A la différence d'une assurance classique, les CDS peuvent être acquis par un investisseur qui ne détient pas le titre de créance que les CDS assurent : on parle alors de « couverture à découvert ». C'est comme si quelqu'un souscrivait une assurance contre les dégâts des eaux pouvant survenir dans la maison de son voisin ! Les CDS basculent alors d'une logique de protection à une logique de spéculation : l'acquéreur à découvert des CDS a alors intérêt à ce que le risque de défaut augmente, pour que le cours du CDS (le niveau de la prime) augmente.

Pour le cas de la Grèce, des fonds spéculatifs ont acheté des CDS sur la dette grecque. L'augmentation de la demande des CDS a mécaniquement fait monter leur valeur, augmentant la perception du risque de défaut de paiement de l'État grec, et donc accroissant les charges financières de l'État grec. Ensuite, soit l'augmentation des taux d'intérêt rend la situation de l'État grec de plus en plus précaire, et le cours des CDS continue à monter ; soit il y a un « plan de sauvetage » ou une cure d'austérité suffisamment crédible pour rassurer sur la solvabilité de l'État grec : dans ce cas, les fonds spéculatifs vendent plus chers les CDS acquis à bas prix et réalisent un gain important. Dans tous les cas de figure, les fonds spéculatifs (et les banques qui émettent les CDS) sont gagnants sur le dos des travailleurs.

Il faut cependant garder à l'esprit que la spéculation n'est pas déconnectée des fondements économiques réels. Pour que les attaques spéculatives fonctionnent, il faut qu'il y ait un terrain qui les rendent crédibles, et donc qu'il y ait un risque de défaut de paiement sous-jacent, que les attaques contribuent à aggraver, alimentant un cercle vicieux pouvant accélérer le défaut de paiement d'un État si des mesures drastiques ne sont pas prises pour y faire face.

Les mesures prises

Depuis décembre 2009, les annonces gouvernementales se succèdent : il s'agit de taper toujours plus fort pour « rassurer » les marchés et éviter le défaut de paiement. Entre décembre et février, le gouvernement a fait les annonces suivantes :

- ▶ Fonctionnaires : gel du salaire, baisse de 10% des primes, diminution des heures supplémentaires, arrêt total des embauches ;
- ▶ Hausse de la fiscalité : suppression d'exonérations fiscales, augmentation des droits d'accises sur le tabac et les alcools, mesures pour limiter la fraude fiscale et création d'un impôt sur la fortune (pour donner l'illusion que les efforts sont équitablement répartis) ;

- ▶ Recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite (passant de 61 à 63 ans) ;
- ▶ Mise en place de réformes structurelles pour flexibiliser le marché du travail.

Le 3 mars, le Premier ministre Papandréou a annoncé un nouveau plan d'austérité (« Mesures d'urgence pour faire face à la crise financière), voté par le Parlement deux jours plus tard en procédure d'urgence. Les nouvelles mesures annoncées doivent permettre de dégager 4,8 milliards d'euros d'économies (qui s'ajoutent aux 15 milliards des premiers plans) :

- ▶ Salariés du privé et du public : gel des retraites ;
- ▶ Fonctionnaires : réduction de 30% du 13^e mois des fonctionnaires et de 60% de leur 14^e mois ;

- ▶ Fiscalité : hausse de deux points de la TVA ; hausse de 20% des taxes sur l'alcool ; hausse de 8 centimes du prix du litre d'essence (qui s'ajoutent aux 25 centimes de février) ; hausse de 63% du prix des cigarettes.

Ce nouveau plan a été salué par les autres gouvernements de l'UE et a fait monter les bourses. Mais il a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, puisqu'il a déclenché immédiatement une forte réaction des travailleurs. Même s'il faut être prudent avec les sondages de la bourgeoisie, les Grecs acceptent de moins en moins la potion qu'on veut leur faire avaler. Même s'ils pensent majoritairement que l'application de ces mesures est inéluctable (faute d'alternative), ils les contestent de plus en plus : par exemple, 90% des employés du secteur public rejettent la mesure

prévoyant une réduction de 30% des primes versées à Noël, Pâques et pour les vacances. Dans le secteur privé, 76% des salariés et 68% des retraités se disent également opposés aux coupes prévues.

Le gouvernement pourrait devoir aller encore plus loin, notamment en privatisant à tour de bras. Il reste encore 52 entreprises publiques, dont la société des chemins de fers qui perd 2 milliards d'euros tous les ans. Comme condition de son « aide », le FMI pourrait alors exiger que les entreprises publiques soient bradées aux capitalistes.

Les bourgeoisies européennes sont unies pour faire payer la crise aux travailleurs

Depuis plusieurs mois, les dirigeants européens mettent la pression sur le gouvernement grec pour qu'ils prennent des mesures drastiques d'austérité. Si pendant des mois ils n'ont pas annoncé de plan de soutien à la Grèce, ce n'est pas seulement par incapacité à se mettre d'accord, mais avant tout pour forcer le gouvernement grec à mettre en place une thérapie de choc contre les droits des travailleurs. Ce qui se passe en Grèce est un test d'une importance cruciale : si la bourgeoisie gagne, ce serait le feu vert pour étendre ces attaques à l'ensemble de l'UE. Il y a donc bien une alliance objective entre les spéculateurs, le capital financier et les gouvernements bourgeois, pour orchestrer une mise en scène et une dramatisation visant à anéantir les résistances du prolétariat. En faisant subir une défaite cinglante au prolétariat grec, particulièrement combatif, les bourgeoisies européennes obtiendraient une victoire décisive et lourde de conséquences pour les travailleurs d'Europe.

En Allemagne, la bourgeoisie a lancé une campagne hystérique et nationaliste contre le peuple grec, afin d'empêcher que le prolétariat allemand se solidarise avec le prolétariat grec. Le journal populaire *Bild* a écrit par exemple : « *L'Allemagne a aussi de grosses dettes mais nous les remboursons, parce que nous nous levons tôt le matin et travaillons toute la journée.* » Il fallait peindre les Grecs comme des profiteurs pour justifier le fait que c'était aux travailleurs grecs de payer pour leur fainéantise passée. Et si cela ne suffisait pas, *Bild* suggère même au gouvernement grec de vendre plusieurs îles. Cette campagne n'a d'ailleurs pas épargné la France, y compris les journaux de la gauche bourgeoise ; ainsi *Libération* sous-titrait le 6 février : « *Une société habituée à vivre des fonds publics.* »

Afin de mieux coordonner leurs politiques économiques, l'idée d'un gouvernement économique européen a fait son retour. Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre de Belgique entre 1999 et 2008, actuel président du groupe libéral au parlement européen, plaide pour des réformes coordonnées, notamment sur la question centrale des retraites : « *Pour les retraites, il faut aller dans telle direction par étapes ; pour le marché du travail, les réformes devraient viser tel résultat. Je vois ça comme une sorte d'autoroute sur laquelle les États rouleraient sans pouvoir trop dévier à droite ou à gauche, de sorte que leurs économies se développent dans le même sens.* »¹ Il pense d'ailleurs qu'il y a un consensus entre la « gauche » et la « droite » pour avancer dans ce sens : « *Avec les chefs des autres groupes, le Parti populaire européen et les socialistes, nous gérons une institution qui est désormais sur un pied d'égalité avec le Conseil. Nous*

avons créé une majorité «proeuropéenne» qui jugera toutes les propositions qui viennent de la commission et du conseil en fonction de ce critère : est ce que ça fait avancer l'Europe ? » L'Allemagne met en outre en avant la création d'un Fond Monétaire européen, qui pourrait prendre des sanctions contre les mauvais élèves de l'Europe.

La quasi-tutelle de l'Union européenne sur l'État grec

Le gouvernement Papandréou s'est engagé à réduire son déficit public à 8,7% en 2010, puis à 5,6% en 2011 et à 2,8% en 2012. Il devra se soumettre à un suivi mensuel du Conseil européen et sera surveillée en permanence par la Commission. Si les résultats sont jugés insuffisants, le Conseil pourra exiger des mesures additionnelles et même imposer des sanctions financières (comme l'autorise l'article 104-11 du traité régissant l'UE).

Merkel a même été jusqu'à évoquer la possibilité d'exclure purement et simplement un pays de la zone euro si sa politique n'était pas jugée adéquate. C'est pour le moment un effet d'annonce, puisque cette possibilité n'existe pas aujourd'hui dans les traités (mais Merkel envisage de modifier les traités d'ici la fin de l'année). En outre, l'Allemagne et les autres pays de la zone euro n'y auraient pas intérêt puisque le défaut de paiement de l'État grec aurait de graves conséquences sur les banques européennes (notamment françaises et allemandes) qui financent la dette grecque. Toutefois, il n'est pas exclu, si la crise s'aggrave, que les principaux dirigeants européens obligent les États les plus faibles à être mis sous tutelle budgétaire de l'UE, en donnant la possibilité à l'UE ou à la zone euro de décider directement de la politique budgétaire

1) La Tribune, jeudi 18 mars 2010

des États membres surendettés. Tout doit être mis en œuvre pour appliquer les mesures d'austérité.

Après quelques tergiversations, la ligne dure l'emporte et l'Allemagne impose son « plan de soutien » à la Grèce

Si les bourgeoisies européennes étaient fondamentalement d'accord pour faire payer les travailleurs grecs, des positions divergentes se sont exprimées et la tension est montée entre l'Allemagne et la France, avant que Sarkozy ne capitule devant Merkel. Sarkozy plaidait pour une aide strictement européenne à taux réduits en relâchant la pression sur le gouvernement grec, alors que Merkel plaidait pour une aide européenne limitée et fortement conditionnée, tout en associant le FMI (ce qui exigera des mesures d'austérité supplémentaires et des réformes structurelles). C'est cette ligne dure qui l'a emporté pour l'essentiel, marquant la détermination de la bourgeoisie à en découdre, quels que soient les risques. Si Sarkozy plaidait pour la « modération », ce n'est pas parce qu'il aurait une sensibilité plus « sociale » que Merkel, mais c'est parce qu'il doit tenir compte des risques de contestation qu'entraîneraient des mesures trop brutales en Grèce, mais aussi plus tard en France si le déficit budgétaire venait à s'aggraver encore...

Alors que l'option d'un recours au FMI semblait dans une premier temps exclue, Merkel y a rallié un groupe de 5 pays (Pays Bas, Finlande, Italie, Suède, Royaume Uni), puis le président de la Commission européenne (Barroso), avant de faire plier Sarkozy le 25 mars. La voie était alors ouverte à une déclaration à l'unanimité des chefs d'État et de gouvernement

de la zone euro le 25 mars au soir². Cette déclaration prévoit un financement potentiel « en dernier recours », constitué de prêts du FMI (pour un quart à un tiers) et de prêts bilatéraux de l'ensemble des États membres de la zone euro au prorata de leur poids économique (pour deux tiers à trois quarts). Les prêts bilatéraux seraient soumis à de « fortes conditionnalités » et à des taux punitifs (supérieurs aux taux moyens des pays de la zone euro) pour qu'ils ne puissent s'assimiler à des « subventions ». Pour être activé, le plan exige l'accord de l'ensemble des pays de la zone euro. La pilule serait donc très amère... mais Papandréou n'a pas d'autre choix que d'accepter sans rechigner ; il a même été jusqu'à se dire « très satisfait » ! En tout cas, la crise n'est pas terminée, puisque l'annonce de l'accord n'a pas empêché la hausse des taux d'intérêt des obligations grecques (lors d'un nouvel emprunt obligataire de 5 milliards le 29 mars), accentuant la pression sur le gouvernement grec. Le 8 avril, les taux à 10 ans sur la dette grecque affichait le record de 7,4% (soit 4,6 points de différentiel avec l'Allemagne), et Papandréou a annoncé dans la foulée (une nouvelle fois) une accélération du rythme des réformes. Alors qu'il est de plus en plus probable que la Grèce soit contrainte de solliciter l'aide promise, les dirigeants européens ont du préciser (le 11 avril) les modalités de leur « soutien » : 30 milliards d'euros de prêts bilatéraux (à un taux d'au moins 5%) et 10 milliards de prêts du FMI.

Après la Grèce, à qui le tour ?

Si la Grèce est un maillon faible, ce n'est pas le seul. C'est aujourd'hui le Portugal qui est dans l'oeil du cyclone. Pourtant,

²) Cf. http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/113564.pdf

le plan du gouvernement « socialiste » de Socrates prévoit le gel des salaires des fonctionnaires pendant quatre ans, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la suppression de mesures pour les chômeurs de longue durée, le gel de certains investissements publics (lignes TGV) et la privatisation de 18 entreprises publiques. Cela n'a pas empêché l'agence de notation Fitch de dégrader le 24 mars la note de la dette portugaise, entraînant la hausse des taux d'intérêt. Si l'agence a jugé le plan du gouvernement portugais « globalement crédible », elle lui demande d'aller encore plus loin !

Cette agence menace également le Royaume-Uni, la France et l'Espagne de dégrader leur note si ces pays ne prennent pas des mesures de réduction de déficit « plus crédibles ». Le message est clair : ce ne sont pas les États qui régulent la finance (malgré les gesticulations d'un Sarkozy) mais celle-ci qui fixe les grandes orientations de leurs politiques budgétaires. C'est d'autant plus vrai pour la France, qui a décidé de lever sur les marchés les 35 milliards du « grand emprunt » (27 milliards sont encore à lever).

Le gouvernement irlandais a été le premier à mettre en place un plan d'austérité : baisse de salaire des fonctionnaires, baisse des allocations sociales, hausse des impôts. Fin janvier, le gouvernement espagnol de Zapatero a donné le feu vert à un plan de rigueur destiné à économiser 50 milliards d'euros sur trois ans, accompagné d'un recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Le Royaume Uni a relevé la TVA le 1er janvier, augmenté les impôts et baissé les prestations sociales. En France, avant la « pause » annoncée fin 2011, Sarkozy va taper très fort en faisant passer notamment une réforme des retraites.



La mobilisation des travailleurs grecs face à l'obstacle des bureaucraties syndicales

Manifestations à Athènes en mars 2010

Dès le début de la crise, le premier ministre Papandréou a appelé « *les hommes et les femmes de Grèce à faire corps avec la cause commune qui est de sauver le pays* », allant même jusqu'à dire le 5 février : « *Il n'y a pas de place pour les grèves ou arrêts de travail, chaque citoyen doit s'engager et venir en aide au pays.* » Appel reçu 5 sur 5 par les puissants bureaucrates de GSEE et d'ADEDY. En effet, les deux confédérations syndicales du pays, dont les directions sont intimement liées au PASOK (il est d'ailleurs de tradition que les dirigeants de GSEE deviennent ministres du travail des gouvernements « socialistes »), n'ont jamais remis en cause les mesures d'austérité du gouvernement. Elles veulent simplement que les efforts soient équitablement partagés. « *Nous refusons de payer le prix d'une crise dont nous ne sommes pas responsables* », affirme la direction de GSEE, mais elle ajoute aussitôt qu'il n'y a pas que les travailleurs qui doivent faire des sacrifices : elle admet ainsi que les mesures anti-ouvrières sont nécessaires, mais demande à Papandréou de prendre aussi une ou deux mesurètes symboliques contre le patronat.

Tout au long de la crise, et particulièrement début mars, au moment où la lutte des classes s'est intensifiée, les bureaucrates ont joué un rôle clé pour l'aider à faire passer ses mesures. C'est ce que nous allons voir maintenant, par un rapide résumé du déroulement des mobilisations.

Avant mars : Le 17 décembre, PAME (Front de lutte syndical dirigé par le KKE) appelle à une journée de grève (dont les travailleurs se saisissent au-delà de l'audience habituelle du Front) à la veille du vote du budget d'austérité. Le 10 février, à l'appel d'ADEDY, la grève des fonctionnaires est majoritaire, mais les manifestations sont relativement faibles (à peine 10 000 manifestants à Athènes). Le 24 février, à l'appel de GSEE et d'ADEDY, la grève a été très suivie, en particulier dans les transports et dans les écoles ; environ 40 000 personnes ont manifesté à Athènes et 10 000 à Salonique.

Mercredi 3 mars : Suite aux nouvelles annonces gouvernementales, manifestations spontanées de retraités qui affrontent la police. PAME prend rapidement des initiatives, appelle à des rassemblements le jeudi soir et à la grève le vendredi.

Jeudi 4 mars : 300 syndicalistes du PAME occupent le matin

les locaux du ministère de l'économie ; ils montent sur le toit du bâtiment pour afficher une banderole : « *Soulevez-vous pour que les mesures ne s'appliquent pas.* » Le soir, 10 000 manifestants (selon la police) se rassemblent à Athènes. *Idem* à Salonique. L'hégémonie du KKE sur la manifestation est manifeste ; une banderole déclare « *la guerre à la guerre des capitalistes* ». Les deux principales confédérations sont dépassées. Afin de reprendre la main, elles appellent à un rassemblement le vendredi midi devant le parlement. Sans appeler à la grève générale, elles « autorisent » les syndicats qui le peuvent à organiser des grèves de 24 heures ce jour-là.

Vendredi 5 mars : Grèves massives dans les transports et l'éducation, qui paralysent le pays. C'est un grand succès pour le KKE, qui apparaît comme la force motrice de ces grèves. PAME rassemble le matin des milliers de manifestants. Lors du rassemblement devant le parlement à midi, le dirigeant du GSEE est molesté par des jeunes et doit être évacué alors qu'il entamait son discours. Affrontements de centaines de personnes avec la police. Au même moment, le parlement adopte les mesures d'austérité en procédure d'urgence. Le KKE quitte le parlement au moment du vote. Sous la pression des masses, les bureau-

crates sont obligés de revoir leur calendrier. Initialement, ADEDY avait appelé à la grève le 16 mars et la GSEE à rien du tout. Le 5 mars, les deux confédérations bouleversent leurs plans et appelle à la « grève générale » le jeudi 11 mars.

Jeudi 11 mars : Journée de grève générale appelée par GSEE, ADEDY et PAME. Les taux de grévistes sont très importants dans le public et le privé (90% selon GSEE). Les manifestations sont encore plus importantes que le 24 février. À Athènes, la manifestation du PAME regroupe près de 50 000 personnes, alors que celle des confédérations en rassemble environ 100 000. Il y a des affrontements dans le quartier populaire d'Exarcheia et de nombreux manifestants se réfugient dans l'École polytechnique, où la police ne rentre pas. À Salonique, plus de 10 000 manifestants ont défilé ; des commerces appartenant à l'Église sont attaqués et des supermarchés pillés.

Depuis jeudi 11 mars : Des grèves sectorielles éclatent : agents du fisc, salariés des auto-écoles, travailleurs de l'électricité (les 16 et 17 mars), travailleurs de la santé (16 mars), travailleurs des stations services (18 mars), chauffeurs de taxi (le 18 mars), etc. Mais les deux grandes confédérations parviennent pour le moment (début avril) à accompagner les mesures d'austérité sans se faire déborder. Le dirigeant de GSEE, Stathis Anestis, s'est senti suffisamment fort pour oser dire le 26 mars qu'il ne programmerait pas de nouvelles grèves, pour aider le gouvernement à améliorer les finances publiques ! Au lieu de préparer et d'appeler à la grève générale, GSEE a lancé une campagne nationaliste appelant les consommateurs à « acheter grec » afin de défendre « l'économie grecque ». Quant au dirigeant d'ADEDY,



Affrontements violents avec la police en mars

Ilias Iliopoulos, il a annoncé le 15 mars : « *Toutes ces mesures nous obligent à prendre une décision sur de nouvelles grèves d'envergure avant ou après Pâques.* » La politique des bureaucrates est donc limpide : programmer encore quelques journées d'action dispersées, qui ne gênent en rien le gouvernement et qui mèneront les travailleurs dans le mur.

En outre, la jeunesse grecque, qui s'était massivement mobilisée en décembre 2008 en réaction aux brutalités policières, s'est relativement peu mobilisée jusqu'à présent. Toutefois, les organisations d'extrême gauche cherchent à constituer des comités de jeunes pour occuper les universités et se lier aux luttes des travailleurs.

Quelle politique les révolutionnaires doivent-ils défendre en Grèce ?

Syriza appuie pleinement la politique des directions syndicales. La coalition s'est contentée de soutenir les deux journées de grève générale (24 février et 11 mars) appelées par les bureaucrates. Mi mars, Syriza affirmait : « *La lutte commence maintenant. Nous continuons à soutenir les rassemblements organisés par ADEDY.* » Comme le PC ou le PG en France, Syriza couvre totalement la politique de trahison des directions syndicales. Le 5 mars,

le dirigeant de Syriza, Alexi Tsipras, s'est d'ailleurs précipité pour condamner la prise à partie du dirigeant de GSEE par des jeunes radicaux.

Cela n'empêche pas des petites organisations se réclamant du « trotskysme » de participer à Syriza tout en renonçant à combattre de façon conséquente l'orientation de sa direction. Fin 2007, Georges Mitralias, un dirigeant de Kokkino (la section sympathisante du SUQI) se vantait de « l'osmose » entre son organisation et les anti-libéraux, avant et après la création de Syriza : « *Syriza ne tombait pas du ciel. Au contraire, sa fondation constituait l'aboutissement de 7 ans d'osmose et de collaboration militante des secteurs antilibéraux (...) avec des sensibilités et organisations d'extrême gauche. (...) Syriza constitue non seulement un « phénomène » politique absolument nouveau et unique en Europe, car fondée sur la collaboration politique d'un parti réformiste antilibéral avec plusieurs organisations d'extrême gauche de tout horizon, mais aussi un exemple concret de réussite à tous les niveaux* »³. Cette politique de front durable des antilibéraux et des anticapitalistes (proche de celle que la direction du NPA nous propose) est à l'opposé d'une politique de front unique, où les révolutionnaires cherchent l'unité avec les réformistes sur des objectifs précis et concrets, sans taire leurs critiques et sans faire croire qu'une unité durable ou coalition avec des lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier serait acceptable. En outre, Mitralias a pris ses rêves pour la réalité en parlant

3) Article de Georges Mitralias (novembre-décembre 2007) pour Inprecor, revue du « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale », <http://orta.dynalias.org/inprecor/~1b74893a821fc4a730e6907e~/article-inprecor?id=463>

de « réussite à tous les niveaux » : alors qu'il pensait que Syriza dépasserait rapidement le KKE, Syriza est en reflux électoral (faisant 4,5% en 2009 contre plus de 5% en 2007) et a un poids nettement plus faible que le KKE au sein du prolétariat. L'opportunisme est donc un échec sur tous les plans : sur le plan électoral, et surtout sur le plan politique, puisqu'il contribue à bloquer la création d'une puissante force anticapitaliste révolutionnaire capable d'offrir une réelle alternative à la politique de trahison des bureaucrates syndicaux et des réformistes. Ce précédent grec doit donc faire réfléchir tous les camarades du NPA qui voudraient encore suivre la ligne de la direction...

Kokkino ne défend d'ailleurs pas un programme de rupture avec le système capitaliste, mais un programme réformiste « antilibéral ». Au lieu de défendre la perspective d'un gouvernement des travailleurs qui romprait immédiatement avec le carcan de l'UE capitaliste, Panos Kosmas, dirigeant de Kokkino, veut faire pression sur les institutions européennes pour qu'elles rompent avec le « néolibéralisme » et mettent en place une autre politique. Il met en avant « *la revendication immédiate d'un financement par la Banque centrale européenne de la dette grecque* »⁴, cette revendication constituant « *la meilleure introduction* » à la revendication « *plus globale qui est de déboulonner le néolibéralisme au niveau européen* ». Dans la même veine, il met en avant la revendication « *Annulation partielle de la dette et renégociation du reste !* », c'est-à-dire l'aménagement de la dette pour que les travailleurs puissent

4) Cf. l'article de Panos Kosmas (dirigeant de Kokkino), Grèce : L'ennemi est intra-muros. Supprimons le Programme de Stabilité du gouvernement du Pasok !, 28 février 2010, <http://www.cadtm.org/Grece-L-ennemi-est-intra-muros>

continuer à la payer ! Bref, par sa défense d'une « autre Europe », d'une autre politique économique, Kokkino entretient l'illusion qu'on pourrait améliorer le système en le réformant dans l'intérêt des travailleurs⁵.

La coalition ANTARSYA met en avant des mots d'ordre correspondant aux besoins des masses⁶ : refus de payer la dette, augmentation générale des salaires (avec un salaire minimum de 1 400 euros, alors qu'il est de 700 € brut aujourd'hui), taxer le capital, réduire les dépenses militaires, nationaliser les banques et les grands groupes sous contrôle ouvrier, réduction du temps de travail pour en finir avec le chômage, retraite pleine à 58 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, rupture anticapitaliste avec l'UE et ses traités. Cependant, le lien n'est pas fait avec la perspective d'un gouvernement des travailleurs, alors qu'il est d'une importance cruciale de présenter une alternative politique à la gestion de la crise par l'État bourgeois.

En outre, même si ANTARSYA critique explicitement la politique des directions syndicales et met en avant la nécessité de l'auto-organisation à la base (*via* la mise en place de comités de grève coordonnés), elle ne mène pas un combat frontal pour que les confédérations

5) Dans l'article de Tout est à nous du 1er avril, « Union européenne les raisons de la crise », on nous explique qu'il faut instaurer une taxation du capital à l'échelle européenne et que la solution est « le contrôle social des banques et des entreprises ». C'est la même orientation réformiste que celle de Kokkino : <http://www.npa2009.org/content/union-europeenne%E2%80%89les-raisons-de-la-crise>

6) Cf. le texte du 15 mars (en anglais) : http://www.antarsya.org/index.php?option=com_content&view=article&id=291:antarsya-front-of-the-greek-anticapitalist-leftno-pasaran-lets-fight-to-the-end&catid=62:2009-05-03-17-02-46&Itemid=119

appellent à la grève générale jusqu'au retrait des mesures anti-ouvrières. Pire, elles demandent aux confédérations d'appeler à 48 heures de grève... au lieu de 24 heures : « *Nous avons besoin de grèves de longue durée dans tous les secteurs, dans les écoles, les hôpitaux, les entreprises d'État. Nous avons besoin d'une nouvelle grève générale de 48 heures dans le public et le privé.* ». Xekinima, la section grecque du CIO, défend d'ailleurs exactement la même orientation. En jouant les « Monsieur Plus », ANTARSYA et Xekinima cautionnent de fait la politique des journées d'action au lieu de se battre, de façon indépendante et systématique, pour la perspective de la grève générale jusqu'à la victoire. Les journées d'action à répétition de 24h ou de 48h ne peuvent qu'épuiser les travailleurs et les mener à la défaite⁷.

Aujourd'hui, la place des révolutionnaires est dans ANTARSYA et non dans la coalition antilibérale Syriza qui n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs que les chimères keynésiennes de réforme du capitalisme. Cependant, il faut se battre, à l'intérieur d'ANTARSYA, contre l'orientation centriste et confuse, pour une politique communiste révolutionnaire conséquente.

Une épreuve de force d'une importance décisive est en cours entre le prolétariat d'un côté, la bourgeoisie et ses laquais dans le mouvement ouvrier (les bureaucrates syndicaux) de l'autre. Si le prolétariat grec réussit à mettre en échec le plan d'austérité, cela ouvrira une crise politique en Grèce, pouvant aller jusqu'au dé-

7) Cf. aussi l'article de Garganas, un dirigeant du SEK clifffiste, qui écrit le 23 mars : « Les militants socialistes expliquent que les syndicats doivent monter d'un cran et appeler à 48 heures de grève générale » (<http://www.socialistworker.co.uk/art.php?id=20692>).

faut de paiement et à la sortie de la zone euro, mais qui ouvrirait une situation révolutionnaire, avec des répercussions dans l'Europe

entière. En revanche, si le prolétariat grec est vaincu, ce sera le feu vert pour que les mêmes mesures s'appliquent partout en Europe,

avec pour conséquence la paupérisation absolue de larges couches du prolétariat.

Mai 2010 - Sur les derniers développements de la crise en Grèce et en Europe

L'augmentation des taux d'intérêt auxquels l'État grec doit emprunter est désormais insoutenable

La pression des marchés financiers s'est accrue sur la Grèce et les taux d'intérêt auxquels l'État grec doit emprunter ont atteint des sommets : environ 10% (taux à 10 ans) contre environ 3% pour l'Allemagne. Ils sont désormais insoutenables. D'autant plus que le déficit public grec de 2009 est sans cesse revu à la hausse : annoncé à 12,7% du PIB par l'État grec, puis à 13,6% par Eurostat, le gouvernement grec avoue aujourd'hui qu'il pourrait atteindre 14% du PIB ! En outre, la Banque de Grèce, qui tablait jusqu'à présent sur un recul du PIB de 2% en 2010, a estimé mardi 27 avril que la récession pourrait être supérieure.

Vendredi 23 avril, le premier ministre grec Papandréou a donc été contraint de demander le déclenchement du plan d'« aide » négocié au niveau européen. Ce plan prévoyait au minimum 30 milliards de prêts bilatéraux et 15 milliards de prêts du FMI (pour l'année 2010). Pour être déclenché, il ne suffit pas que l'État grec le demande, il faut également que l'ensemble des pays de la zone euro donne son accord.

Mardi 26 avril, l'agence de notation financière Standard & Poor's a une nouvelle

fois dégradé la note de la dette grecque de deux crans, de BBB+ à BB+, lui conférant désormais le statut de « junk bond » (obligation pourrie) ! Cela a fait monter les taux à 10 ans à 11% mercredi 27 avril !

L'intervention conjointe des pays de la zone euro et du FMI se fera au prix de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs

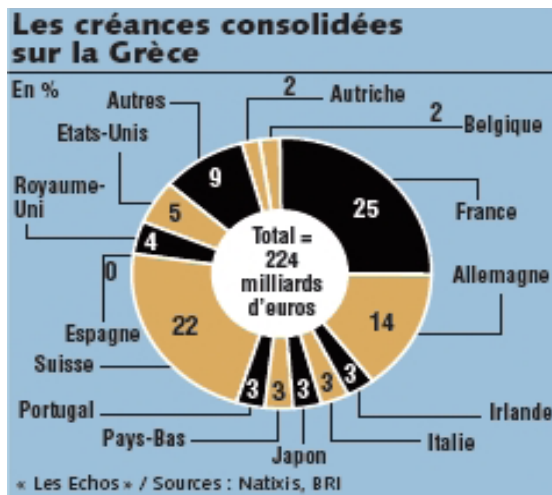
Dans un premier temps, le gouvernement allemand a temporisé et a rappelé que l'octroi des « aides » prévues n'était pas automatique mais conditionné à un plan « crédible » de réduction du déficit public. À l'instar des autres gouvernements européens, le gouvernement allemand n'a pas pensé une seule minute laisser s'écrouler l'État grec sans réagir. Tous les dirigeants européens sont conscients des répercussions d'un défaut de paiement de l'État grec.

La dette publique grecque détenue par les étrangers (principalement les grandes banques européennes, principalement françaises, suisses, et allemandes) dépasse les 200 milliards d'€. Il faut aussi noter que les groupes bancaires se sont largement couverts via des produits d'assurances. Un défaut de paiement total de la Grèce se traduirait donc par de très lourdes pertes pour le secteur financier.

Si le gouvernement allemand s'est montré plus « dur » que ses homologues, l'objectif commun était bien de durcir au maximum les conditions de déclenchement du plan d'« aide ». Les négociations entre les pays de la zone euro, le FMI et la Grèce ont abouti samedi 1^{er} mai. Il y aura donc un plan d'aide massif de 110 milliards d'euros sur trois ans (80 milliards de prêts bilatéraux à 5% et 30 milliards de prêts du FMI) — 100 milliards pour l'État, 10 milliards pour les banques privées¹ — , accompagné de nouvelles mesures d'austérité :

► **Retraites** : la durée du travail pour avoir droit à une retraite pleine sera progressivement portée de 37 à 40 ans en 2015. La base de calcul prendra en compte le salaire moyen de la totalité des années travaillées

1) Les banques grecques sont en très grande difficulté : les épargnants retirent leur argent par crainte d'une faillite de ces dernières (que l'État grec, lui même en grande difficulté, ne pourrait pas sauver), ce qui aggrave à son tour leur situation...



et non plus le dernier salaire. L'âge légal de départ à la retraite va être lié à l'espérance de vie ; suppression des 13^e et 14^e mois de pension.

- ▶ **Fonctionnaires** : suppression des 13^e et 14^e mois de salaire pour les fonctionnaires gagnant plus de 3 000 euros, plafonnement à 1 000 euros pour les autres ; gel des salaires et retraites du secteur public jusqu'en 2014.
- ▶ **Salariés du privé** : le gouvernement va revoir la législation qui interdit aux sociétés de licencié plus de 2% de leurs effectifs totaux par mois.
- ▶ **Hausse des impôts** : hausse de deux points de la TVA, qui s'élève actuellement à 21 % ; hausse de 10 % des taxes sur le carburant, l'alcool, le tabac.
- ▶ **Réformes structurelles** : réduction des investissements publics, libéralisation des marchés des transports et de l'énergie, déréglementation des professions réglementées.

Le Parlement grec doit voter ces mesures d'austérité ce 6 mai. Le versement d'une première tranche du plan international pourra donc se faire avant le 19 mai (date à laquelle l'État grec devra rembourser 9 milliards d'€ à ses créanciers).

La réaction des travailleurs grecs et la politique des bureaucraties syndicales

La réaction des travailleurs rebondit, mais elle reste pour l'instant sous contrôle des bureaucraties.

Mercredi 21 et jeudi 22 avril, le Front de lutte syndical (PAME) dirigé par le KKE (Parti commu-

Rappel des mesures déjà annoncées (appliquées ou en cours d'application) par le gouvernement grec entre décembre 2009 et mars 2010

- ▶ Salariés du privé et du public : gel des retraites ; recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite (passant de 61 à 63 ans)
- ▶ Fonctionnaires : gel du salaire en 2010, baisse de 10% des primes, réduction de 30% du 13^e mois des fonctionnaires et de 60% de leur 14^e mois diminution des heures supplémentaires, arrêt total des embauches
- ▶ Hausse de la fiscalité : suppression d'exonérations fiscales, augmentation des droits d'accises sur le tabac et les alcools, hausse de 33 centimes du prix du litre d'essence depuis février, mesures pour limiter la fraude fiscale ; création d'un impôt sur la fortune (pour donner l'illusion que les efforts sont équitablement répartis)
- ▶ Réformes structurelles pour flexibiliser le marché du travail.

niste) appelait à 48h de grève². Des ports ont notamment été bloqués. Les secteurs du textile et du bâtiment ont débrayé. Adedy (syndicat de la fonction publique) a appelé les employés du secteur public à faire grève 24h jeudi 22 avril. Sous la pression de la bureaucratie syndicale, les contrôleurs aériens ont renoncé à la grève prévue suite aux problèmes liés au nuage de cendres du volcan islandais.

Vendredi 23 avril, jour où Papandréou s'est mis à genoux pour quémander l'aide internationale, des rassemblements ont eu lieu, principalement axés sur le refus de l'intervention du FMI. Il faut savoir qu'en Grèce, il y a toujours eu un fort sentiment national, de fortes mobilisations contre l'OTAN et l'impérialisme étranger (principalement états-unien). Le KKE, force hégémonique à la gauche du PASOK (parti socialiste), a une orientation nationaliste très marquée. Autrefois, Papandréou père

(premier ministre PASOK) développait également une orientation nationaliste et populiste qui le distinguait de ses homologues européens. Aujourd'hui, près de deux Grecs sur trois, selon un sondage, désapprouvent la décision de leur gouvernement de solliciter l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

Lundi 26 avril, les marins ont fait à nouveau grève contre la levée des restrictions imposées aux navires de croisière étrangers en prélude à une libéralisation du secteur. Une autre grève a eu lieu le 1^{er} mai.

Mardi 27 avril, à l'appel de la centrale syndicale des fonctionnaires ADEDY, les employés des transports publics d'Athènes se sont mis en grève, paralysant pendant six heures les bus, tramways et métros de la capitale grecque. Les centrales GSEE et ADEDY sont obligés de durcir le ton, d'annuler certaines rencontres avec le gouvernement (ou les experts de la BCE et du FMI) et ont appelé conjointement à une journée nationale de « grève générale » mercredi 5 mai (ADEDY appelant

2) Cf. communiqué du KKE en français sur le bilan de cette grève : <http://canempechepasnicolas.over-blog.com/article-en-grece-un-pas-decisif-dans-l-intensification-de-la-lutte-49492893-comments.html>

les fonctionnaires à se mettre en grève dès le 4 mai).

Jeudi 29 avril, une manifestation (appelée par Syriza, une coalition réformiste) a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Affrontements avec la police qui empêchait les manifestants d'atteindre le ministère des finances.

Samedi 1^{er} mai, les manifestations ont rassemblé selon la police 20 000 personnes (cumulées) à Athènes et Salonique.

Mercredi 5 mai, la grève interprofessionnelle a été massivement suivie et les manifestations ont été impressionnantes : 30 000 à Athènes et 20 000 à Salonique selon la police. Pour tenter de garder le contrôle de la situation, Adedy annonce une nouvelle journée de grève en début de semaine prochaine. Des centaines de manifestants sont affrontées aux forces de l'ordre et se sont attaquées aux symboles du capitalisme. La police a été mise en « état d'alerte générale ». On a relevé trois morts dans une banque, lors d'un incendie vraisemblablement déclenché par des cocktails Molotov. Le gouvernement a instrumentalisé immédiatement l'événement et lancé sa police à la chasse aux anarchistes. La répression a été sévère, avec des dizaines d'arrestations après la manifestation.

Jeudi 6 mai, la tension n'a pas diminué : au moment où le Parlement votait le plan d'austérité, deux nouvelles manifestations, rassemblant chacune 10 000 personnes selon la police, avaient lieu à Athènes et des centaines de jeunes ont de nouveau affronté les forces de répression.

La contagion : le Portugal et l'Espagne en lignes de mire

Le risque de propagation se précise en Europe. Mardi 27 avril,

l'agence de notation financière Standard & Poor's a dégradé la note du Portugal de deux crans (de A+ à A-). Le lendemain, elle dégradait la note de l'Espagne. Les taux d'intérêt montent fortement dans des deux pays. Le différentiel avec les taux allemands est de plus de 3 points au Portugal et de plus d'1 point en Espagne.

Au Portugal, le chef du gouvernement socialiste José Socrates et le chef de l'opposition de droite ont appelé ensemble à l'union nationale. Socrates a déjà gelé les salaires des fonctionnaires dont le nombre va être diminué de 73 000 postes sur quatre ans. Des coupes importantes dans les grands projets ferroviaires et un programme de privatisation de 6 milliards d'euros ont été décidés.

L'Espagne est aussi en position très délicate : elle a été particulièrement touchée par la crise immobilière et la crise financière (le secteur immobilier étant surdimensionné avant la crise). Son coût du travail (relativement aux autres pays de l'UE) a fortement augmenté. Ses gains de productivité ont été très faibles. L'ajustement est donc brutal, le chômage massif (aux alentours de 20%) et les anticipations de croissance sont très faibles pour les années à venir. En fait, la situation est pire que celle de la Grèce, alors que le poids économique de l'Espagne est quadruple. Il faudra que l'État espagnol prenne des mesures encore plus drastiques que l'État grec pour éviter le défaut de paiement. Mardi 4 mai, une rumeur sur un appel imminent de l'Espagne au FMI a fait plonger la Bourse de Madrid et les autres bourses européennes dans la foulée...

Quelle issue capitaliste à la crise ?

L'issue dépendra en grande partie de la lutte de classe, en par-

ticulier de la lutte des travailleurs grecs. Il est évident que l'ensemble des bourgeoisies, dans la limite des contradictions qu'il y a entre elles, fera bloc pour faire payer les travailleurs et éviter le défaut de paiement. Un tel défaut aurait des conséquences dramatiques pour les créanciers (les banques européennes) et pour les débiteurs (la Grèce, le Portugal, l'Espagne...). En effet, les débiteurs ne pourraient alors plus emprunter, ce qui les obligerait à équilibrer leur balance commerciale, d'où une contraction très forte du PIB.

Toutefois, il n'est pas exclu que la résistance des travailleurs empêche les capitalistes d'aller aussi loin qu'ils le souhaitent. Pour sauver l'essentiel, la dette pourrait être « restructurée », c'est-à-dire renégociée : en partie annulée, en partie reportée. Ce scénario *a priori* « raisonnable » est pourtant lourd de dangers : il aurait des conséquences directes sur la rentabilité des banques et ce précédent provoquerait une forte hausse des taux d'intérêt dans les autres pays européens. Les créanciers demanderaient en effet une « prime de risque » puisqu'il serait désormais établi qu'un défaut de paiement (même partiel) est possible au cœur de l'Europe. Il est donc certain qu'au-delà de leurs divergences, les grands pays européens feront tout pour éviter ce scénario.

En tout état de cause, la crise de la dette publique n'est pas un spectre, mais d'ores et déjà une réalité. C'est la conséquence des plans keynésiens de « relance » et des aides massives accordées aux banques et aux entreprises (socialisation des pertes). Les déficits publics aux alentours de 10% du PIB ne sont pas l'exception, mais plutôt la règle.

Les taux d'intérêt auxquels les États vont devoir s'endetter vont

grimper, au risque de provoquer une nouvelle crise bancaire. En effet, la hausse des taux d'intérêt va provoquer automatiquement la chute de la valeur des obligations publiques émises précédemment³ et détenues massivement par les banques.

La pression va donc se renforcer sur la Banque centrale européenne pour qu'elle intervienne sur les marchés financiers (ce que les traités actuels lui interdisent) afin d'acheter des obligations des États les plus en difficulté. À l'instar de ce que font la Réserve Fédérale des États-Unis ou la Banque centrale du Royaume Uni, cela permettrait de limiter la hausse des taux d'intérêt et de contrer la spéculation. Contrairement à ce que certains prétendent, il ne s'agit pas d'une « option nucléaire » (Jacques Cailloux) ou d'un recours à la « planche à billets » : il s'agirait toujours de prêts qui devraient être remboursés par les États à la BCE. La véritable « option nucléaire » serait que la BCE crée de la monnaie sans contrepartie (il ne s'agirait alors plus d'un prêt, mais d'un don) pour financer les déficits publics⁴. C'est ce que prônent certains keynésiens « radicaux », mais c'est une solution illusoire typique de ceux qui confondent la monnaie et la richesse. Créer massivement de la monnaie sans contrepartie et

3) Imaginons qu'une obligation de 100 euros ait été émise il y a un an au taux de 3%. Imaginons que la même obligation de 100 euros soit aujourd'hui émise au taux de 6%. Elle rapporte donc (en intérêts) deux fois plus que l'obligation d'il y a un an. Les détenteurs de l'obligation émise il y a un an ne pourront pas la vendre sur le marché à 100 euros, car elle rapporte beaucoup moins que les obligations émises aujourd'hui : la valeur de l'obligation chute en conséquence.

4) Jusqu'en 1973, la Banque de France pouvait octroyer des « avances au trésor » (non remboursées ou remboursées partiellement) pour permettre à l'État de financer « facilement » ses déficits publics.

sans contrôle, cela ne peut qu'engendrer une hyper-inflation (une chute de la valeur de la monnaie) incontrôlable.

La réaction du PS : pour le plan européen tel qu'il est

Le parti bourgeois PS regrette simplement la lenteur de la réaction européenne. Il prône un renforcement des institutions européennes et la mise en place d'un gouvernement économique européen. Le PS s'abstient bien sûr de critiquer ses « camarades socialistes » qui mettent en place les attaques les plus dures contre les travailleurs (en Grèce, au Portugal et en Espagne) et se réjouit de l'intervention du FMI, présidé par leur camarade Dominique Strauss-Kahn. Dans la nuit du 3 au 4 mai, le PS a voté avec l'UMP, à l'Assemblée nationale, le « plan d'aide d'urgence ». Benoît Hamon a osé déclarer, de façon hypocrite, que le PS avait voté « l'aide à la Grèce mais pas le plan d'austérité », alors que les deux sont indissociablement liés.

La réaction du PCF et du PG : pour un plan d'« aide » européen à taux réduits

Les réformistes du PG et du PCF sont d'accord sur la nécessité d'un plan d'« aide » à la Grèce. Ils demandent simplement que les taux auxquels les États et la BCE prêtent à la Grèce soient réduits. Le PG demande que ces taux soient fixés à 1% (taux auxquels les banques se refinancent à la BCE) au lieu des 5% prévus par le plan européen.

La réaction du NPA : dénonciation du plan d'austérité, mais dans un sens réformiste

Dans le tract national du 4 mai, la direction du NPA dénonce bien sûr le plan des gouvernements européens et du FMI, explique que c'est aux capitalistes de payer la crise en Grèce comme ailleurs et appelle à soutenir ici les travailleurs grecs qui se mobilisent contre le plan d'austérité. Mais elle ne dénonce pas le rôle clé joué par les bureaucraties syndicales pour accompagner les mesures terribles contre les travailleurs. Dans une logique de type réformiste et sans délimitation de classe, elle se prononce pour « constituer un service public bancaire à l'échelle européenne, au service des populations », comme si cela était possible dans le cadre de l'Union européenne capitaliste, sans en finir avec le capitalisme et ses institutions ! Enfin, elle exige « l'annulation de la dette grecque », comme si les banques, les États capitalistes ou le FMI pouvaient s'y résoudre. De plus, dans un article du 5 mai signé par Catherine Samary et Hugo Harari-Kermadec, du « Groupe de travail Économie du NPA », ce n'est même pas l'« annulation » pure et simple de la dette qui est demandée, mais il se conclut en disant qu'« il faut refuser de payer pour des dettes sans audit, transparence et débat sur ces dettes »⁵. Autrement dit, une partie des dettes de l'État capitaliste serait légitime et devrait être payée par les travailleurs ! D'ailleurs, on lit aussi dans cet article que « la monnaie et les financements sous contrôle public doivent être au service de la cohésion sociale », comme si la société capitaliste n'était pas divisée en classes antagoniques !

5) Cf. <http://www.npa2009.org/content/crise-en-europe-racket-organise-contre-la-grece>

Il faut une orientation révolutionnaire !

Tout au contraire, les anti-capitalistes conséquents doivent proposer une orientation prolétarienne et révolutionnaire et traduire en termes concrets ce que signifie le « refus de payer la crise » :

- ▶ **Nécessité de la grève générale illimitée** (la vraie !) comme seul moyen d'empêcher le gouvernement grec de mettre en place son plan d'austérité ;

- ▶ **Nécessité de combattre pour un gouvernement des travailleurs** comme seule perspective politique alternative à Papandréou ;

- ▶ **Défense des revendications légitimes et nécessaires que seul un tel gouvernement pourrait imposer** : refus de payer la dette, rupture avec l'Union européenne (rétablissement d'une monnaie nationale), contrôle des capitaux, monopole du commerce extérieur,

expropriation rapide des grands groupes capitalistes sous contrôle ouvrier ;

- ▶ **Pour les États-Unis socialistes d'Europe**, fédération internationaliste des gouvernements des travailleurs par et pour eux-mêmes, seuls capables de construire une Europe au service de la majorité laborieuse en mettant fin au capitalisme.

Juillet 2011 - Nouveau plan d'austérité (« Memorandum II ») : attaques inouïes contre les travailleurs et semi-colonisation du pays

La situation financière et économique critique de la Grèce force la bourgeoisie à prendre des mesures d'austérité d'une ampleur et d'une brutalité inédites. Le plan imposé par l'UE, la BCE et le FMI implique la privatisation de l'essentiel des entreprises publiques, qui doivent être vendues pour une bouchée de pain aux capitaux étrangers par une structure placée sous le contrôle direct de l'UE signifie que la Grèce va devenir une semi-colonie de l'Allemagne, de la France et des États-Unis. Dans l'immédiat, le gouvernement Papandréou a finalement tenu bon dans une situation délicate. Cependant, non seulement il est fragilisé, mais l'ensemble des éléments pour une crise de régime s'accumulent.

Outre les mesures déjà adoptées l'année dernière¹, le plan comprend les décisions suivantes :

¹) Il est étrangement difficile de trouver le détail des mesures adoptées dans la presse. Nous avons essayé ici de synthétiser les éléments divers trouvés dans les articles de Challenges, de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, Lutte Ouvrière et Tout est à nous !

- ▶ 150 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique sur 700 000, soit un cinquième des fonctionnaires, en ne remplaçant qu'un fonctionnaire sur cinq partant en retraite (selon Challenges) ;

- ▶ Baisse de 8% des salaires (selon la FAZ), les fonctionnaires restant en poste devront travailler plus pour le même salaire ou, inversement, se mettre à temps partiel (selon Challenges) ;

- ▶ La possibilité de licencier un fonctionnaire est introduite ;

- ▶ Durcissement des conditions d'accès aux allocations sociales et chômage ;

- ▶ Réduction supplémentaire de certaines pensions de retraites complémentaires ; le but est d'abaisser de 20% la masse salariale de la Fonction Publique (le coût total des salaires pour l'État).

- ▶ Le passage de produits autrefois soumis à une TVA réduite de 6,5% au panier des produits

soumis à une TVA réduite de 13%, comme pour les médicaments et les journaux, et passage dans le paquet des produits soumis à la TVA normale de 23% de produits autrefois soumis à une TVA réduite de 13%, comme pour les produits alimentaires et les tarifs services publics (selon LO) ;

- ▶ Doublement des taxes sur le fuel de chauffage ;

- ▶ Abaissement de 12 000 euros à 8000 euros du seuil d'imposition des revenus ;

- ▶ Hausse de 300 euros des taxes imposés aux « travailleurs indépendants » : taxis, plombiers, avocats, etc.

- ▶ Vague de privatisations supposées rapporter 50 milliards d'euros : la compagnie publique de Telecom, la compagnie publique d'électricité, la compagnie publique de gaz, la compagnie des eaux d'Athènes et de Thessalonique, la Poste, les ports, les aéroports... (selon LO).

La vague sans précédent de privatisations dans un tel contexte va conduire à vendre l'essentiel des entreprises grecques aux capitaux étrangers (allemand, français, américain, etc.) à des prix bradés. L'Argentine a connu un phénomène analogue au cours des années 90. Si le processus aboutit, la Grèce sera devenue une semi-colonie, comparable à la Bulgarie ou la Hongrie. Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, a fait à ce sujet des déclarations brutales au magazine allemand Focus, rapporté par les Échos du 03/07 : « *La souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte, déclarer-t-il (...) ajoutant que des équipes d'experts de toute la zone euro se rendraient en Grèce.*"Pour la vague de privatisations à venir, il leur (aux Grecs) faudra, par exemple, une solution qui se fonde sur le modèle de la "Treuhand" allemande", , faisant référence à l'organisme qui avait vendu 14.000 firmes est-allemandes de 1990 à 1994 ».

La mobilisation des masses

Si la bourgeoisie a dû faire un saut qualitatif dans la brutalité des mesures d'austérité et la violence de la répression policière, les travailleurs et les jeunes ont aussi fait un saut dans leur activité, en réalisant les grèves et manifestations plus imposantes depuis la chute de la dictature (5 juin, 15 juin, 28 et 29 juin en particulier), ainsi qu'en occupant massivement les places des villes. Une avant-garde significative est en train de se politiser, de s'organiser et de se radicaliser. L'évolution de l'état d'esprit des masses se manifeste aussi de façon déformée dans les sondages concernant d'éventuelles élections : le PASOK est en chute libre, crédité de 26% des intentions de vote (alors qu'il a obtenu 44% des voix aux élections législatives d'octobre 2009, mais déjà seulement 35% aux municipales

de 2010) ; mais cela ne profite pas à la Nouvelle Démocratie, principal parti de droite, crédité de 32,5% des suffrages contre 33,5% obtenu en 2009 et 32,8% en 2010 ; en revanche, les forces situées à la gauche du PASOK sont annoncées en hausse, le KKE étant crédité de 11% des intentions de vote (contre 7,5% en 2009, mais déjà 10,5% en 2010) et Syriza, coalition de gauche antilibérale, de 9% (contre 4,5% en 2009 et 5% en 2010) ; l'extrême droite progresse aussi crédité de 7,5% (contre 5,6% en 2009 et 4% en 2010). En outre, 70% des Grecs déclarent ne faire confiance ni à un gouvernement du PASOK, ni à un gouvernement de la ND.

Certes, à ce stade, la bourgeoisie reste pour l'essentiel unie. Par delà les critiques de la droite contre le PASOK reprochant au plan Papandréou de ne pas réduire suffisamment les dépenses de l'État, la classe dominante grecque estime qu'il faut accepter les diktats des grandes puissances de l'UE. Pour le moment, l'énorme pression de l'UE, l'habileté politique de Papandréou et la collaboration des directions syndicales ont permis d'éviter l'ouverture d'une crise politique aiguë. Mais les conditions objectives pour une crise de régime s'accumulent. En outre, de l'adoption du plan à sa mise en œuvre, il y a une différence, qui laisse de la place pour une importante lutte des classes, par exemple contre les privatisations.

Le chômage continue à grimper rapidement : selon les données officielles, il est passé de 14,2% au dernier trimestre 2010 à 15,9% au premier trimestre 2011 (source : le Nouvel Observateur du 16/06/2011, reprenant les informations de l'Autorité des statistiques grecques). Il n'était que de 7,5% en juin 2008 au début de la crise ; il avait déjà atteint 11% en

janvier 2010. Dans le cas des jeunes de 15 à 29 ans, la progression est rapide : le chômage y est passé en un an (c'est-à-dire du premier trimestre 2010 au premier trimestre 2011) de 24,2% à 30,9%. Selon LO, les fameux jeunes révoltés à 700 euros de 2009 ne touchent plus aujourd'hui que 590 euros par mois environ. Environ 40% des Grecs ne payent plus leurs factures d'électricité, beaucoup ne paient plus les transports ni les péages...

Le mouvement des Aganaktismenoi

Cette nouvelle politique de la bourgeoisie a donné naissance au mouvement des Aganaktismenoi, lutte qui possède par son ampleur, sa durée et ses formes un caractère exceptionnel pour un pays de l'Union Européenne. Il présente des traits qui le rapprochent du phénomène des Assemblées Populaires apparues en Argentine en 2001, lorsque le pays s'était retrouvé en cessation de paiement, provoquant une énorme crise politique. Mais, dans l'état d'esprit des travailleurs et des jeunes, il trouve son modèle immédiat dans la mobilisation populaire de masses dans les pays arabes, en particulier l'Égypte, caractérisé par des concentrations sur les principales places du pays et des assemblées discutant de tous les thèmes politiques du moment. Si l'Espagne a été le premier pays de l'UE à connaître une mobilisation comparable, le mouvement des Aganaktismenoi a des caractéristiques spécifiques, qui le rapprochent plus réellement de celui des révolutions arabes.

Un mouvement d'une ampleur inédite

En Grèce, le mouvement a commencé le 25 mai avec l'occupation de la place Syntagma, devant le Parlement à Athènes, suite à un appel lancé sur des réseaux



sociaux. Mais il s'est étendu dans les banlieues d'Athènes et a touché aussi les principales autres villes du pays, notamment Thessalonique. Depuis plus d'un mois, des milliers de personnes occupent de façon continue, en se relayant, jour et nuit, les places des centres villes du pays. Selon une enquête, 2,5 millions de personnes ont participé au moins une fois à ces manifestations sur une population de 10 millions. Pour comprendre l'ampleur du mouvement, il faut s'imaginer ce que signifierait une mobilisation d'une telle ampleur en France : la place de la Concorde occupée depuis un mois, fermée à toute circulation, les places des centres villes occupés depuis un mois et au total 15 millions de personnes ayant participé à un moment ou à un autre à ces mobilisations. Le 5 juin, une manifestation de masses a eu lieu sur la place Syntagma, regroupant selon les sources entre 50 000 et 500 000 personnes². Ils étaient moins nombreux le 14 juin, mais tout de même encore très nombreux, 200 000 selon les plus optimistes. Si comme en Espagne, le mouvement est marqué par la forte présence de la jeunesse, à la fois plus touchée par les conséquences de la

2) 50 000 selon la police, 100 000 selon le correspondant de RFI à Athènes, 200 000 selon la Gauche Ouvrière Internationaliste pour qui il s'agit de la plus importante manifestation depuis la chute de la dictature et 500 000 selon diverses organisations se revendiquant du trotskysme (section du CIO, groupe de la TMI, etc).

crise, mais aussi plus prompte à se rebeller, et les chômeurs, qui ont plus de temps disponible, il touche toutes les catégories de la population laborieuse, travailleurs ayant un emploi ou privés d'emploi, stables ou précaires, retraités, etc.

Un mouvement qui se politise et se radicalise

Ce type de situation de crise tend inévitablement, au moins dans un premier temps, à produire un rejet « des politiques » en général. La gauche, qui à échelle de masses est identifiée avec les grands partis, dans ce cas le PASOK, est également rejetée. De même, cela s'accompagne de haine contre la bureaucratie syndicale, qui collabore avec le gouvernement. Tous ces traits avaient été particulièrement marqués en Argentine en 2001. À ce stade, cela donne un poids particulier à divers groupes anarchistes ou autonomes, très investis dans le mouvement d'occupation des places.

Cependant le mouvement se politise rapidement. Les manifestations élémentaires de haine contre le Parlement, les politiques, les bureaucrates syndicaux, se remplissent peu à peu d'un contenu politique, résumé dans les appels de la place Syntagma. C'est le fruit d'un long cycle préparatoire qui a commencé avec les grands luttes de 2008. Mais c'est surtout le résultat à la fois des nombreuses discussions inévitablement politiques menées sur les places pendant des semaines et des premières actions entreprises, qui ont confronté les manifestants, à travers la police anti-émeute, à la violence d'un gouvernement au service de la bourgeoisie. C'est l'illustration particulièrement concrète et frappante que la

conscience de classe se forge dans la lutte de classes et que, dans les moments de crise, les exploités et les opprimés, longtemps passifs et soumis, peuvent faire des bonds dans leur conscience. Tous les soirs se tiennent des assemblées sur les places. Sur la place Syntagma, l'assemblée rassemble chaque soir à 21h plusieurs centaines de participants et quelques milliers d'auditeurs attentifs. Mais le phénomène s'est d'ores et déjà étendu aux quartiers ouvriers d'Athènes. La capacité des occupants de la place Syntagma à s'affronter victorieusement à la police pour maintenir l'occupation du lieu témoigne d'une maturation à l'échelle d'une avant-garde plus large que celle des petits groupes anarchistes et d'extrême gauche. L'aide des employés des hôtels et cafés environnant est aussi un symptôme clair de la profondeur de l'appui populaire à ceux qui sont à la pointe de la lutte contre le plan d'austérité.

Les journées de grève convoquées par les centrales syndicales

L'autre dimension, plus classique, de la mobilisation des masses, est la participation aux journées de grève et de manifestations appelés par les dirigeants des confédérations syndicales du privé (GSEE) et du public (ADEDY). Le niveau de participation varie. Très suivie le 15 juin, la journée de grève l'a été encore largement le 28 juin avec « 100 % dans les raffineries, les chantiers navals, les transports et les ports (...) ; dans les entreprises publiques, les banques, 80 % selon la Confédération GSEE » (Tout est à nous ! n° 110, du 07/07/2011), mais moins le 29 juin. Mais il faut mesurer le niveau de participation en le situant dans le contexte créé par trois ans marquées par d'importantes mobilisations à intervalles rapprochées et par la politique de

collaboration de classe des dirigeants syndicaux. En effet, depuis plus de trois ans, la bureaucratie « socialiste » du GSEE et d'ADEDY se borne à convoquer des grèves de 24h, alors même qu'elles sont de toute évidence impuissantes à faire céder le pouvoir. Dans ces conditions, une partie des travailleurs a le sentiment que la participation à ces grèves et aux manifestations est inutile et sans espoir. Vue sous cet angle, la participation à ces journées reste donc globalement élevée. Le pic atteint le 15 juin s'explique sans doute par la conjonction de l'annonce du nouveau plan d'austérité, par la dynamique nouvelle donnée à la résistance par le début du mouvement des places le 25 mai et par l'ampleur de la manifestation du 5 juin, qui a peut-être donné le sentiment aux masses qu'une victoire était possible. Inversement, la décroissance de la mobilisation les 28 et 29 juin peut se comprendre à partir de l'impression des masses qu'il n'était plus possible de gagner après que Papandréou eut réussi à trouver une majorité pour faire approuver le Memorandum II et du refus extrêmement clair de la bureaucratie d'éviter tout affrontement avec le gouvernement et tout effort de jonction avec les Aganaktismenoi en choisissant de ne pas faire converger la manifestation syndicale vers la place Syntagma. Mais, d'une façon générale, le niveau de participation aux diverses formes de protestation et de luttes

montre tout le potentiel que recèle le mouvement si une autre orientation politique parvient à s'imposer en ouvrant une perspective de victoire. Vu que les privatisations sont au centre du nouveau plan d'austérité, les travailleurs du public, plus syndiqués que ceux du privé, vont se trouver de fait au premier plan des luttes. D'ores et déjà, dans certaines entreprises, comme par exemple dans la compagnie grecque d'électricité, des grèves débordant le cadre fixé par les appareils ont eu lieu. Les mobilisations des travailleurs et celles des Aganaktismenoi suivent des chemins différents, mais tendent à confluer à la fois parce qu'elles ont de fait les mêmes objectifs politiques, parce qu'une partie des Aganaktismenoi sont des travailleurs ayant un emploi et parce qu'elles se rencontrent sur les places.

Malgré la mobilisation, Papandréou fait approuver son plan d'austérité

Le gouvernement lui-même s'inquiète de la mobilisation de masses et de la poursuite de l'occupation des places. La bourgeoisie grecque est prise dans un étau : d'un côté, les bourgeoisies les plus puissantes de l'UE, à commencer par l'Allemagne et la France, soutenues par le FMI, exigent la vente du pays aux capitaux impérialistes ; de l'autre, la pression de la rue sur le pouvoir s'accroît de façon brutale. Papandréou a dû remanier son gouvernement et demander un vote de confiance pour réussir à discipliner le groupe parlementaire du PASOK, au sein de laquelle certains députés, sous la pression de la rue, menaçaient de ne pas voter la rigueur. Lors de la journée de grève générale

du 28 juin, les forces de l'ordre ont fait tout leur possible pour essayer de chasser les manifestants de la place Syntagma. Ce type d'opération tentée par la police anti-émeute grecque sur ordre de Papandréou est tout à fait similaire à celui utilisé à plusieurs reprises par le régime de Bahreïn pour briser le mouvement de contestation du pouvoir en les chassant de la place centrale de Manama. C'est aussi ainsi qu'ont procédé les flics du « socialiste » Zapatero pour vider la Plaza Catalunya, à Barcelone. Mais la différence de taille, symptôme d'une autre situation, c'est qu'à Athènes l'opération a échoué. En effet, d'une part, malgré sa détermination à faire usage de la violence, la police étaient obligée de se limiter un peu pour ne pas prendre le risque de faire des victimes : le pouvoir se souvient que c'est l'assassinat d'un jeune par la police qui avait déclenché l'explosion sociale de décembre 2008. D'autre part, les occupants, malgré l'usage massif de gaz lacrymogène et de grenades assourdissantes, ont résisté avec le soutien de la population. Dans la nuit du 28 au 29 juin, Athènes a été le théâtre d'affrontements armés entre la police et plusieurs milliers de manifestants, qui ont parfois dressé des barricades³.

3) Suite à l'échec de la méthode violente pour vider les places et liquider le mouvement des Aganaktismenoi, la mairie d'Athènes cherche à atteindre le même objectif par une autre voie. Elle met en avant le souci de faire venir le maximum de touristes et de les faire consommer le plus possible pour obtenir l'évacuation des places. Cette nouvelle offensive vise donc en outre à chercher un axe politique pour essayer de diviser les Indignés et les commerçants ou employés. En effet, ces derniers font une part substantielle de leur chiffre d'affaire grâce au tourisme et cela plus encore en période de crise et de baisse des salaires pour les travailleurs locaux. Il s'agit donc pour le pouvoir d'opposer la petite bourgeoisie et le salariat, ainsi que les travailleurs entre eux, en cherchant à créer une solidarité entre les employés des petits commerces et leur patron craignant la ruine.



Un député KKE jette les 700 pages du Memorandum II au ministre Venizelos

Pourtant, malgré son ampleur, la mobilisation de masses n'a jusqu'à maintenant obtenu aucun succès. Papandréou a réussi à discipliner le groupe parlementaire du PASOK. « L'opposition » de droite a refusé de voter le plan, mais c'est parce qu'elle ne veut prendre aucune responsabilité dans un plan qui est largement impopulaire. Ses critiques formelles contre le plan d'austérité de Papandréou, c'est qu'il est trop doux dans les coupes budgétaires et les mesures de réforme du marché du travail encore trop timides. Cela confirme une fois de plus que, si la mobilisation des masses est la condition fondamentale de toute révolution véritable, elle n'est pas à elle seule suffisante. Pour faire mûrir la situation, il faut rompre avec la stratégie des chefs du GSEE et d'ADEDY, qui se bornent à des protestations platoniques contre le plan d'austérité et s'efforcent de protéger le gouvernement de Papandréou. Mais l'orientation des groupes anarchistes, très actifs dans le mouvement des places, qui séduisent une partie de la jeunesse et des précaires radicalisés par leur discours tranché contre les bureaucrates et le système, ne constituent pas une alternative pour les masses qui veulent en finir avec le plan d'austérité. En effet, ils ne proposent pas de stratégie concrète pour ouvrir la voie à la grève générale, ni d'axes revendicatifs vivants, ni d'efforts pour aller vers les entreprises. Or c'est la condition pour mobiliser le prolétariat, seul capable par sa lutte d'en finir avec le Memorandum II, le gouvernement Papandréou et d'ouvrir une situation où la question du pouvoir soit ouvertement posée. Au lieu de cela, ces groupes tendent à se concentrer sur quelques actions d'éclat isolées des masses et sur la tactique de guérilla urbaine contre les flics.

Quelle orientation et quelle activité politique ?

Pour vaincre le gouvernement et le plan d'austérité, le prolétariat et la jeunesse de Grèce ont besoin de formuler un programme politique ouvrant une issue à la crise. Cela ne peut être qu'un programme refusant purement et simplement le plan d'austérité, un programme contre tous ceux qui veulent faire payer la crise aux travailleurs et aux jeunes, un programme faisant voler en éclats le cadre même qui étouffe les travailleurs grecs. En un mot, cela ne peut être qu'un programme communiste et révolutionnaire. Mais tout la question est de savoir comment faire en sorte que les masses puissent s'approprier ce programme à partir de leur expérience vivante. Quels objectifs fixer au mouvement à cette étape ? Quels mots d'ordre mettre en avant ? Quelle activité déployer ? Il y a ici deux écueils symétriques à éviter. D'un côté, il faut rejeter fermement la tentation de se borner à formuler des mots d'ordre objectivement justes, mais qui ne soient pas connectés avec les problèmes politiques du moment et l'expérience des masses ; cela consisterait à avoir une démarche simplement propagandiste au milieu d'une crise politique majeure. De l'autre, il existe également la tentation de ne proposer aucun programme net et défini, sous prétexte précisément de chercher à rester en prise sur le mouvement réel des masses ; cela reviendrait à se dissoudre dans le mouvement et à renoncer à toute propagande.

**À bas le Memorandum II !
Grève générale jusqu'à
satisfaction ! Dehors
Papandréou !**

L'aspiration politique des masses aujourd'hui se concentre dans le rejet du plan d'austérité. Le premier axe d'intervention pour les communistes révolution-

naires consiste donc à lutter pour faire adopter à tous les niveaux dans les syndicats et les assemblées populaires le mot d'ordre de la lutte jusqu'au retrait du Memorandum II. Cela pose immédiatement le problème de savoir ce que serait un mouvement assez puissant pour empêcher l'application du plan aujourd'hui voté et comment construire un tel mouvement. L'expérience montre aux travailleurs qu'un ou deux jours de grève, même largement suivie, ne permet pas de faire céder le pouvoir. Pour cela, il faut une grève générale ininterrompue dans laquelle les travailleurs montrent qu'ils font tourner le pays et qu'ils ne sont plus d'accord pour se laisser plumer par les capitalistes. Mais comment y parvenir si les dirigeants des confédérations, amis de Papandréou, ne veulent pas y appeler ? D'un côté, le mouvement d'occupation des places, avec campement, discussion, AG est un point d'appui inestimable. Mais pour le renforcer, il faut proposer d'étendre et de structurer les assemblées à l'échelle des quartiers les coordonner entre elles et réunir périodiquement des assemblées de délégués de chacune au niveau du quartier et de la ville et du pays, car c'est la condition pour l'approfondissement de la discussion politique et pour d'une action plus efficace. Cependant, il n'est possible de réunir de nombreux travailleurs ayant un emploi comme privés d'emploi et les jeunes si on n'a pas d'objectif ni d'action à leur proposer. C'est pourquoi il faut soumettre aux assemblées, en s'appuyant sur les travailleurs présents sur les places, l'organisation de délégations massives dans les entreprises pour y inviter à la tenue d'assemblées générales, où les objectifs et les méthodes du mouvement pourraient être discutés et des résolutions adoptées, et pour y proposer de reprendre l'objectif du retrait du plan, la méthode de la grève générale indéfinie pour

y parvenir et la lutte pour chasser Papandréou. Chaque succès en ce sens pourrait permettre de s'adresser à l'entreprise d'à côté. Au fur et à mesure, les assemblées de chaque entreprise devraient se coordonner en réunissant à intervalles périodiques des délégués à l'échelle appropriée. De l'autre, même si ce travail ne donnera peut-être pas immédiatement des résultats, il faut inviter les travailleurs à se syndiquer avec l'argument suivant : pour que GSEE et ADEDY cessent leur collaboration avec le gouvernement et fassent la politique que nous souhaitons, le plus simple est d'en prendre nous-même le contrôle, où nous syndiquant massivement, ce qui est possible vu l'élan en cours ; c'est comme cela que nous pourrions virer les bureaucrates qui dirigent les syndicats, les remplacer par des travailleurs du rang réellement représentatifs de la lutte et transformer les structures du syndicat pour les rendre démocratiques. Mais il est clair qu'il est impossible d'en finir réellement avec cette politique d'austérité sans en finir en même temps avec le gouvernement Papandréou soumis aux patrons. Ce mot d'ordre est central dans la situation. D'une part, il s'agit d'aider les masses à tirer les conclusions politiques de leur hostilité à la politique du PASOK qui se concentre dans la discussion pour savoir s'il faut essayer ou pas de faire tomber le gouvernement. D'autre part, si les masses parvenaient à renverser par leur propre mobilisation dans la rue le gouvernement issu des élections, cela leur ferait faire un pas de géant dans la conscience de leurs propres forces, bien plus que la meilleure propagande qui soit sur le sujet. En même temps, il faut se délimiter de la droite, ce qui implique de mettre en avant d'ores et déjà, même si cela reste propagandiste à ce stade, l'axe du gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

Cependant, la tactique adoptée par les directions syndicales n'est pas le seul obstacle à la grève générale et à la chute du gouvernement Papandréou. Ce qui freine encore la mobilisation des masses, c'est que, malgré une immense colère contre ce plan d'austérité vécu comme injuste et insupportable, elles ne voient pas comment faire autrement. C'est pourquoi, selon les sondages, une majorité des Grecs, tout en exigeant une renégociation du plan avec l'UE, estime que, même en cas d'échec, il faudra appliquer le Memorandum II tel quel. C'est la raison pour laquelle les communistes révolutionnaires doivent dès maintenant populariser les grands axes d'une autre manière de résoudre la crise, qui ne consiste pas à la faire payer aux travailleurs.

Non au paiement de la dette! Expropriation des banques sous contrôle des travailleurs ! Répartition du travail jusqu'à disparition du chômage ! Contrôle des travailleurs sur la production !

Cela implique en premier lieu le refus de payer la dette. Cela permet de récupérer immédiatement 13 milliards d'euros qui, sans cela, passent de la poche des travailleurs grecs dans les coffres des grandes banques. Il faut également arrêter la fuite des capitaux en mettant en place immédiatement un contrôle des changes. Il ne peut pas être réalisé par ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir ou qui y étaient hier et ont permis aux capitalistes grecs de retirer pendant cette seule année 2010 près de 60 milliards d'euros. De même, pour réorganiser et relancer l'économie que les capitalistes ont menée à la banqueroute, il faut leur arracher les institutions qui la financent, les banques. Bref, il faut exiger l'expropriation des banques sous contrôle des travailleurs. Enfin, la

croissance importante de l'économie grecque a forcément permis aux capitalistes d'accumuler de juteux profits qui seront nécessaires pour relancer la production : cela suppose d'exiger l'ouverture des comptes des entreprises et de lutter pour leur expropriation sous contrôle des travailleurs.

Pour faire face au problème du chômage galopant, il faut exiger immédiatement la baisse du temps de travail sans baisse de salaire pour répartir entre tous les heures de travail jusqu'à disparition du chômage. Ce mot d'ordre est essentiel pour mobiliser les couches les plus écrasées du prolétariat que sont les chômeurs et les précaires aux côtés des travailleurs ayant un emploi stable. Il faut en effet éviter que ce soit l'extrême droite, particulièrement active, qui capitalise le mécontentement grandissant dans les couches les plus basses du prolétariat. Or, la réalisation de ce mot d'ordre n'est pas possible sans contrôle de la production et de la gestion des entreprises, donc de l'embauche, de fixation du temps de travail et de son organisation par les travailleurs eux-mêmes. Certes, l'expropriation des grandes entreprises sous contrôle des travailleurs n'est pas un mot d'ordre qui puisse à ce stade avoir une influence à échelle de masses, mais il faut déjà commencer à le lancer et faire en sa faveur une importante propagande pour que l'avant-garde se l'approprié.

En même temps, il faut concentrer l'agitation sur la réalisation du contrôle des travailleurs sur la production et la gestion dans toute entreprise prétendant licencier, à commencer par les entreprises publiques, où la mobilisation semble plus massive, à la fois en raison de traditions syndicales plus larges et des menaces imminentes de privatisation. Si l'on parvenait à faire réaliser ce

mot d'ordre même dans une seule entreprise publique concernée, cela serait un formidable point d'appui pour donner à cet axe une influence sur les masses.

La mise en œuvre de cette politique révolutionnaire nécessite de sortir de l'euro et de l'UE capitaliste

La mise en œuvre de ces mesures conduit à une sortie immédiate de l'euro et de l'UE capitaliste. En effet, si un gouvernement des travailleurs parvenait au pouvoir en Grèce et voulait mettre en œuvre une telle politique, il aurait à faire face à l'opposition de tous les autres gouvernements de l'UE, dirigés quant à eux par la bourgeoisie. Ils pourraient par exemple priver de toute valeur les euros émis par la banque centrale de Grèce pour forcer celle-ci à sortir de l'euro. Contrairement à ce que veulent nous faire croire le Front de Gauche, l'UE ne peut pas être rendue « sociale », ni mise au service des travailleurs par une politique habile. En effet, elle est un ensemble d'institutions mise en place par les bourgeoisies les plus puissantes de l'UE pour essayer de renforcer leur position sur le marché mondiale et de fortifier la lutte contre le prolétariat. Accepter de rester dans ce cadre, c'est inévitablement renoncer aux mesures révolutionnaires (cf encadré), les seules à même de résoudre la crise d'une façon favorable aux travailleurs. En même temps, nous devons commencer à indiquer comment nous proposons de résoudre les principales difficultés auxquelles devrait faire face un gouvernement des travailleurs. Il faudrait notamment instaurer immédiatement le contrôle des flux de capitaux, mettre en place un monopole du commerce extérieur (contrôle des flux de marchandises) et une nouvelle monnaie nationale inconvertible. En même temps, nous devons dé-

Quand le réformisme va jusqu'au bout...

Cédric Durand, économiste de la droite du NPA (position B lors de la Conférence nationale de 2011), dans une entrevue donnée à Mediapart, défend ouvertement une solution capitaliste à la crise, axée sur la réforme de l'UE : « Quelles sont les alternatives à la sortie de l'euro? L'option actuelle: des plans d'austérité en cascade, sans aucune perspective d'en sortir à l'horizon d'une décennie au moins. Ou alors, ce que nous défendons avec les «aterrés»: un maintien dans la zone euro, accompagné d'un plan massif de transferts financiers à l'échelle de l'Europe – qui permettent à la Grèce de gagner en compétitivité, qui fassent converger les économies de la zone euro, qui soient l'ébauche d'un nouveau projet européen de convergence sur des critères sociaux. Évidemment, ce dernier scénario, le plus souhaitable, n'est pas le plus probable (...) Il faut rompre avec les institutions européennes telles qu'elles fonctionnent – remettre en question l'indépendance de la Banque centrale européenne, la libre circulation des capitaux, etc. Mais pour parvenir à démanteler cela, il faut qu'une crise politique surgisse. ». Nous n'avons donc pas tort de dire que l'orientation politique proposée par les dirigeants de la position B à la CN conduit à une adaptation aux positions réformistes du Front de Gauche ! En cas de « crise politique », Cédric Durand est pour proposer une simple réforme des institutions européennes. On comprend qu'au cours de cette interview croisée avec Henri Emmanuelli (« gauche » du PS), il n'apparaisse aucun désaccord fondamental entre les deux hommes... Espérons que les autres responsables de la position B se démarqueront clairement d'une telle dérive !

noncer les charlatans bourgeois, qu'ils soient « de gauche » ou « d'extrême droite », qui cherchent à faire croire aux travailleurs que leurs difficultés serait dû aux méchants bureaucrates de Bruxelles, aux élites en dérive ou aux politiciens et qu'il suffirait de sortir de la méchante UE et de l'euro pour en sortir. Non, la crise économique mondiale vient du capitalisme (même si elle est aggravée, dans les pays périphériques de l'UE, par le cadre de la monnaie unique), les attaques terribles contre les travailleurs grecs sont bien mises en œuvre par la bourgeoisie grecque, par l'intermédiaire de ses représentants, PASOK et ND. Pour en sortir, il faut que les travailleurs prennent le pouvoir en Grèce, commencent à réorganiser l'économie en fonction des besoins sociaux et se battent pour l'extension de la révolution aux autres pays d'Europe, où le prolétariat subit une offensive comparable. Cela

implique de joindre dès maintenant dans la propagande au mot d'ordre de gouvernement des travailleurs celui des États-Unis Socialiste d'Europe.

Le besoin d'un parti communiste et révolutionnaire

Il va de soi que les tâches mises à l'ordre du jour par la situation pourraient être accomplies mieux et avec plus de chances de succès s'il existait déjà un parti révolutionnaire et cela d'autant plus qu'il serait bien armé politiquement pour la situation, nombreux et implanté sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires et la jeunesse. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Il existe d'assez nombreux groupes se revendiquant du trotskysme, mais comptant tout au plus quelques centaines de militants.

Face à cette difficulté, on peut suivre deux axes. D'une part, il faut ouvrir plus largement qu'en période politique calme les portes du parti aux travailleurs ayant un emploi et privés d'emploi et aux jeunes, bref s'efforcer de gagner rapidement au parti l'avant-garde de ceux qui luttent. Les possibilités sont considérables. Dans le même temps, il faut proposer aux autres organisations anticapitalistes de constituer un bloc pour l'intervention dans la lutte sur la base d'un programme et une orientation pratique répondant aux besoins du moment, clairement délimité des protestations réformistes impuissantes de Synapsimos et du sectarisme chauvin du KKE. Un tel cadre permettrait à la fois d'attirer plus facilement les masses entrées en mouvement que des petits groupes de quelques dizaines ou centaines de militants. En même temps, il permettrait une confrontation politique entre les différentes organisations, qui pourraient en même temps garder leurs propres organes d'expression. Il existe d'ores et déjà l'embryon d'un tel regroupement avec Antarsya. Nous ne pouvons pas dire si sa politique nous semble juste, vu que ses seules publications disponibles sur son site sont écrites exclusivement en grec. Mais en tous les cas il semble commencer à exercer une certaine attraction, reflétée dans un résultat faible dans l'absolu, mais en net progrès aux dernières élections municipales : après avoir recueilli 25 000 voix (0,36%) aux législatives d'octobre 2009, Antarsya a obtenu 97 000 voix aux élections municipales de novembre 2010 (1,8% des voix).

Ni la coalition réformiste SYRIZA, ni le KKE sectaire, passif et bureaucratique ne sont une alternative

Synapsimos, principale force de la coalition Syriza, tout en s'opposant au Mémorandum, défend une position réformiste au sujet de la dette, se prononçant pour « un contrôle direct et une renégociation de la dette souveraine », non pour le refus pur et simple de la payer. Concrètement, il demande l'ouverture des livres, l'annulation d'une partie de la dette et des taux d'intérêt plus bas pour la part restant à rembourser⁴. De même, il demande la socialisation du système de crédit en soulignant que l'État grec a donné aux banques près de 100 milliards d'euros depuis le début de la crise, soit l'équivalent de la somme immédiatement nécessaire pour continuer à payer la dette. Mais il semble concevoir une telle « socialisation » dans un cadre bourgeois, puisqu'il ne défend pas la perspective d'un gouvernement des travailleurs. Dans l'immédiat, il ne critique pas l'orientation et la tactique mortifère des bureaucraties syndicales du GSEE et d'ADEDY et ne se bat pas pour en finir avec le gouvernement Papandréou.

Quant au KKE, il a certes raison de dire qu'on ne peut faire aucun compromis avec les mesures du gouvernement, de soutenir que la crise ne peut être résolue sans que les travailleurs ne prennent possession des banques et des monopoles et d'affirmer qu'on ne peut humaniser le capitalisme, mais il ne propose aucune orientation politique concrète aux travailleurs pour développer leur lutte. Il ne combat ni pour la grève générale jusqu'à satisfaction, ni pour la chute de Papandréou, n'inter-

pelle pas les directions du GSEE et d'ADEDY et ne propose aucun mot d'ordre concret, liés aux problèmes immédiats posés par la situation (dette, chômage, etc). Pire, alors qu'il influence par l'intermédiaire de son front syndical, le PAME, un nombre significatif de prolétaires, il ne les appelle évidemment pas, selon sa tradition stalinienne, à l'auto-organisation, alors qu'un tel exemple donné dans plusieurs entreprises pourraient contribuer à créer un courant en ce sens dans tout le prolétariat. De même, il isole ceux qu'il influence de la majorité qui restent dans le giron des dirigeants syndicaux du GSEE et d'ADEDY. Enfin, il ne propose aucune orientation pour opérer une jonction entre le mouvement des Indignés et celui des grèves appelées par les confédérations syndicales. Car, tout en se bornant à dénoncer sa supposée instrumentalisation par le pouvoir contre les grèves, il méprise assez clairement le mouvement des Indignés pour ne pas essayer de penser une politique qui intègre ce facteur essentiel à ce stade du développement de la lutte.

À la lueur de la situation grecque, on mesure mieux l'importance qu'il y a à regrouper les révolutionnaires avant l'arrivée d'une telle situation et à forger, sur la base de l'expérience pratique et de la discussion politique, un programme révolutionnaire à la hauteur de la situation et des militants capables de le mettre en œuvre. Bref, on mesure mieux de ce point de vue l'enjeu de la lutte politique en cours au sein du NPA pour regrouper et essayer de rendre majoritaires ceux qui aspirent à une orientation ouvertement communiste et révolutionnaire.

4) <http://www.syn.gr/en/2011041516.htm>

Octobre 2011 - Les plans d'austérité aggravent-ils les déficits publics et nuisent-ils à l'accumulation du capital?

A « gauche », et malheureusement également au sein de notre parti, on entend si souvent le même refrain, qu'on le considère désormais comme une évidence : les plans d'austérité portent la récession et l'aggravation des déficits publics comme la nuée porte l'orage¹. Pourtant, derrière ces quelques mots, se concentre une analyse erronée de la crise, qui peut alimenter les illusions des masses en des politiques de réforme du capitalisme, comme celle propagée avec habileté par le Front de Gauche, au lieu de les aider à comprendre à partir de leur propre expérience que leurs revendications, même élémentaires (comme la hausse générale des salaires de 300 € pour tous, un revenu minimum à 1600 € net, etc), ne peut être satisfaite sans en finir avec le capitalisme et les institutions à son service. D'où l'importance d'en discuter en profondeur.

1) On retrouve ce genre de formules dans les appels unitaires : « ces plans d'austérité sont porteurs d'une logique de récession, et donc d'une réduction des recettes fiscales, qui alimentera encore les déficits publics » (Ce n'est ni notre crise ni notre dette ! Non à la règle d'or !, texte « unitaire » signé par le NPA) ; mais aussi dans la dernière déclaration du CPN : « Cette course généralisée à l'austérité aggrave des déficits public » (Résolution politique du CPN du 25 septembre 2011). Les élus de la position 4 au CPN ont d'ailleurs proposé un amendement (non retenu) supprimant cette phrase et indiquant que « pour tenter de réduire les déficits publics et de relancer l'accumulation, les bourgeoisies européennes vont tenter d'imposer des plans d'austérité drastiques et un recul brutal du niveau de vie des travailleurs ».

Réfutation théorique

La discussion sur les effets des plans d'austérité sur l'accumulation du capital renvoie à notre analyse du capitalisme et de ses contradictions.

Malheureusement, l'analyse du NPA (contenue dans le texte adopté au dernier congrès « Nos réponses à la crise ») ne se distingue pas nettement de celle du Front de gauche et de la gauche du PS sur un point essentiel : la crise serait une crise de « sous-consommation » des travailleurs. Les salaires seraient trop bas pour permettre la vente de la totalité des marchandises produites², d'où la crise de surproduction. Les capitalistes seraient donc victimes de leur égoïsme : ils bloqueraient les salaires pour maximiser leurs profits mais cela conduirait inéluctablement à la crise puisqu'il n'y aurait plus suffisamment d'acheteurs pour que les marchandises soient écoulées au prix espéré. Si on adhère à ce type d'analyse, les plans d'austérité sont non seulement injustes, mais aussi inefficaces et absurdes du point de vue même de la logique du système : ils ne peuvent qu'aggraver la crise puisqu'ils ne peuvent que déprimer la demande (et aussi diminuer les rentrées fiscales et donc échouer à réduire les déficits publics) *via* l'accentuation de la sous consommation des travailleurs et la diminution des dépenses publiques.

Mais cette analyse est fausse.

2) Les salaires sont bien sûr trop bas pour nous, la majorité des salariés. Il est de plus en plus difficile pour beaucoup d'entre nous de boucler les fins de mois, après avoir payé le loyer, la nourriture, les vêtements, les transports pour aller au travail, etc.

La capacité à satisfaire les besoins sociaux n'est pas un indicateur de l'état de santé du capitalisme : les capitalistes se moquent bien que des millions d'hommes meurent de faim quand il y a bien assez de richesses pour nourrir tout le monde, que des milliards d'hommes soient mal ou sous-alimentés, ne puissent se soigner, s'instruire, que des millions soient jetés au chômage, que des millions subissent la précarité et la flexibilité, etc. Le capitalisme se porte d'autant mieux que la rentabilité du capital est importante. Quand les salaires sont bloqués et que la rentabilité du capital est très forte, il n'y a aucun problème *pour les capitalistes* : ils continuent à investir (en achetant des moyens de production et des forces de travail supplémentaires) et la croissance est très forte, même si elle est très inégale : la croissance de la consommation des travailleurs est faible, mais la croissance de la consommation des capitalistes et la croissance de la production de moyens de production est très élevée. Contrairement à une idée véhiculée par les réformistes keynésiens, c'est la très forte rentabilité du capital (rendue possible par les destructions de la guerre et la dévalorisation correspondante du capital) qui a permis la très forte croissance d'après guerre, pas la croissance des salaires (que les capitalistes ont pu concéder et absorber en raison de ce haut niveau de rentabilité du capital, contrairement à aujourd'hui).

Toute crise capitaliste prend la forme d'une crise de « surproduction » ou de « réalisation » : une quantité de la valeur produite n'est pas « réalisée », c'est-à-dire que le capitaliste ne récupère pas sous forme d'argent la plus-value

qui est contenue dans ses marchandises, par exemple Renault dans ses voitures, parce qu'une partie des marchandises produites ne sont pas vendues. Si la demande est trop faible pour écouler la production, c'est parce que la rentabilité du capital est trop faible. En effet, ce sont les décisions des capitalistes qui déterminent le niveau de la demande : décisions d'investissement (au sens large : c'est-à-dire leurs achats de moyens de production – sous forme de capital constant – et de forces de travail – sous forme de capital variable) et décisions de consommation pour leurs besoins propres. Si le taux de profit espéré plonge (par exemple si les salaires augmentent), les capitalistes investiront moins, et cela déclenchera une crise de « surproduction ». Ce n'est pas que l'on produise trop de richesses par rapport aux besoins humains à satisfaire, mais trop de richesses par rapport à ce qui peut être absorbé par cette forme d'organisation de l'économie qu'est le capitalisme.

C'est pourquoi la cause fondamentale des crises est la suraccumulation de capital : trop peu de plus-value est extraite relativement à la masse de capital investi. Cela peut sembler paradoxal, car on entend tous les jours que les profits du CAC 40 n'ont jamais été aussi élevés. C'est vrai mais d'une part une grande partie de cette plus-value est produite à l'étranger, et d'autre part, ce qui compte pour les capitalistes, ce n'est pas la masse de profit en soi, mais la masse de profit rapporté au capital investi, c'est à dire le taux de profit ! Et ce taux de profit est bien plus bas que pendant les *Trente Glorieuses*, malgré les efforts des capitalistes pour augmenter le taux

d'exploitation³.

Pourquoi est-il si bas aujourd'hui ? Marx a expliqué cela : c'est la fameuse « loi de la bassec tendancielle du taux de profit », la loi la plus importante de l'économie capitaliste selon lui. Marx explique que, dans la dynamique de l'accumulation, les capitalistes achètent (en proportion) toujours plus de moyens de production, et toujours moins de forces de travail. Or seule la force de travail crée la plus-value, donc mécaniquement le rapport entre la plus-value extraite et le capital investi tend à diminuer.

Pour sortir de la crise, il n'y a qu'une solution *pour le capital* : dévaloriser le capital constant (investi dans l'achat de moyens de production) et dévaloriser le capital variable (investi dans l'achat de forces de travail). Depuis 30 ans, le capital a, dans une certaine mesure, dévalorisé le capital variable en bloquant les salaires. Cela a permis au taux de profit de se redresser partiellement, mais cela s'est avéré insuffisant, car une véritable relance de l'accumulation nécessite une dévalorisation importante du capital constant, une véritable « purge » pour mieux redémarrer. Il faudrait pour cela une guerre ou une vague de faillites qui permettrait aux entreprises survivantes de racheter à bas coût les moyens de production des entreprises qui coulent... Or, Les États bourgeois sont intervenus massivement pour « sauver » les grands groupes capi-

3) Le taux d'exploitation est le rapport entre la plus-value et le capital variable (salaires des travailleurs) : il matérialise le rapport de forces entre la classe des exploités et la classe des exploités. Rappelons que les travailleurs produisent la totalité de la valeur et que la différence entre la valeur produite et la valeur avancée pour acheter la force de travail (salaires) est la plus-value (part de la valeur qui est appropriée par les capitalistes pour investir – accumuler – ou pour consommer.

talistes (« too big to fail »), et éviter les faillites. Cela a permis d'éviter un effondrement économique (et social)... mais cela a aussi empêché une véritable relance de l'accumulation. Du coup, depuis les années 1970, c'est le marasme économique, avec la persistance d'un chômage de masse qui permet au capital de faire pression sur les salaires. Et cela a fini par conduire depuis 2007 à la crise actuelle, la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui dans les pays impérialistes, pour payer les dettes publiques et relancer l'accumulation, les bourgeoisies n'ont qu'une politique à leur disposition : les plans d'austérité et la baisse des salaires. Du sang et des larmes pour que ce système monstrueux continue, de plus en plus difficilement, à se reproduire au prix d'une dégradation des conditions de vie d'une majorité de la population. Cependant vu l'ampleur de la crise et la résistance des travailleurs, rien ne dit que cette « solution » fonctionnera cette fois-ci.

Réfutation empirique

Les plans d'austérité abaissent les déficits en Grèce

Le déficit commercial (hors produits pétroliers) a été réduit de 29,5% sur les 7 premiers mois de 2011 par rapport au 7 premiers mois de l'année 2010 : il est passé de 14,17 milliards à 9,98 milliards d'€. C'est assez logique : la baisse des salaires et la diminution des dépenses publiques font plonger les importations (à cause de la baisse du pouvoir d'achat des grecs) et stimulent les exportations (amélioration de la compétitivité prix grâce à la baisse du coût du travail).

Le déficit public est passé de 15,4% du PIB en 2009 à 10,5% en 2010. C'est encore énorme, mais

cela apporte la preuve que les plans d'austérité n'ont pas aggravé les déficits publics. Malgré une forte baisse du PIB, la hausse des taux d'imposition et la réduction des dépenses publiques ont fait baisser le déficit public.

Mais la résistance des travailleurs empêche pour le moment Papandréou d'aller aussi loin qu'en a besoin le capital

Si les effets des plans d'austérité ne parviennent pas à diminuer plus rapidement les déficits commerciaux et les déficits publics, ce n'est pas en raison des mesures qui ont été appliquées depuis deux ans. C'est au contraire parce que ces mesures ont été trop « timorées », compte tenu de l'ampleur des déficits. D'où la colère de la « troïka » (UE-FMI-BCE) qui a quitté la Grèce début septembre en sermonnant le gouvernement grec. En effet, dans son dernier rapport (en date du 20/09/2011), le FMI est plus pessimiste qu'en juin sur l'évolution de la dette grecque, estimant que son poids par rapport au PIB va encore fortement croître de 2011 à 2012, passant de 166% du PIB à 189% du PIB, alors qu'en juin il tablait sur une hausse modérée de 166% à 172% du PIB pour la même période.

C'est la résistance des travailleurs qui a ralenti la mise en œuvre des contre-réformes (mesures d'austérité et privatisations). Certes, les bureaucraties syndicales ont pour le moment réussi à empêcher la montée vers la grève générale qui aurait pu bloquer les plans d'austérité, en épuisant les travailleurs dans des journées d'action à répétition. Mais des mouvements de désobéissance civile se sont développées contre les mesures d'austérité : des campagnes « je ne paie pas » ont été menées contre les augmentations



de péages autoroutiers (blocages), contre le forfait de 5 € pour chaque consultation à l'hôpital (descente dans les hôpitaux pour inciter les malades à ne pas payer), etc. Aujourd'hui, une vaste campagne (soutenue par le puissant parti communiste) se prépare contre le paiement de la nouvelle taxe immobilière votée ces derniers jours par le parlement.

Le PASOK parviendra-t-il à imposer à temps aux travailleurs une cure d'austérité suffisamment sévère pour éviter une situation de défaut ?

En outre, il est incontestable que les plans d'austérité, rendus inéluctables compte tenu de l'ampleur des déficits, ont eu un effet récessif immédiat : en faisant baisser le pouvoir d'achat et en diminuant les dépenses publiques, ils ont diminué brutalement les débouchés d'un grand nombre d'entreprises. Alors que les effets négatifs (sur la croissance) sont immédiats, les effets positifs sont différés. Les entreprises ne peuvent changer leurs plans de production et trouver de la main d'œuvre adéquate du jour au lendemain. Ainsi, la situation est catastrophique aujourd'hui : sur un an, le PIB a reculé de 6%, l'emploi de 5%, et le pouvoir d'achat de 15%⁴.

4) D'après Patrick Artus et Laurence Boone (« 'Prendre ses pertes' sur la dette de la Grèce est une fausse solution », dans *Le Monde* daté du 27 septembre 2011)

Mais à moyen terme, les plans d'austérité, si les gouvernements parviennent à les imposer à leur population, ne peuvent que stimuler l'accumulation du capital en dévalorisant la force de travail : quand les salaires diminuent, les profits augmentent, et par voie de conséquence le taux de profit, qui est le moteur de l'accumulation. On peut d'ailleurs déjà percevoir les premiers effets positifs pour le capital des plans d'austérité, comme la hausse de 9% au 1er semestre 2011 des recettes du tourisme par rapport au 1er semestre 2010.

Elena Panaritis, députée du PASOK et par ailleurs économiste de profession, implore la compréhension de la bourgeoisie internationale : « *Il a fallu 11 ans à M. Thatcher pour mener à bien ses réformes dans un pays qui avait des problèmes structurels moins importants. Notre programme a été mis en place il y a seulement 14 mois* ». Ce n'est en effet pas évident d'imposer des régressions considérables dans un pays développé dont les travailleurs ont des traditions des luttes.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le gouvernement Papandréou a la capacité d'aller plus loin et de maîtriser la résistance de la population, condition *sine qua non* pour que la plus grande partie de la dette publique soit remboursée. Il est impossible de le savoir aujourd'hui. Par contre, il est certain que le gouvernement grec doit passer à la vitesse supérieure pour espérer éviter un défaut de paiement sur une partie significative de la dette publique. Pour en être capable, le gouvernement a besoin de se relégitimer, d'où l'idée qui a fuité dans la presse d'organiser un référendum sur le maintien dans la zone euro : il s'agirait de terrifier la population sur les conséquences dramatiques

d'une sortie de l'euro, pour mieux imposer les remèdes de cheval pour payer la dette et rester dans l'euro. Ce serait un pari risqué mais le gouvernement grec pourrait y être contraint, à moins que l'option choisie par la bourgeoisie soit celle d'un gouvernement autoritaire qui réprimerait toute forme de contestation.

***Le gouvernement letton
a rétabli sa situation
économique, en réussissant
à imposer aux travailleurs
un terrible plan d'austérité***

L'économie lettone a plongé fin 2008 et tout au long de l'année 2009 : en 2009, le PIB a reculé de près de 20% et le déficit public a atteint 9,7%. Face à cela, la politique d'austérité a été d'une brutalité inouïe : diminution du nombre de fonctionnaires de 20%, baisse du salaire des fonctionnaires de 25%, baisse des retraites de 20%, hausse du taux normal de la TVA de 18% à 22% et du taux réduit de 5% à 12%, etc. Au prix d'un grand bond en arrière du niveau de la population, le pays a réduit son déficit public (-7,7% en 2010 et -4,2% prévu pour 2011), et la croissance est repartie : -0,3% en 2010 et +3,3% prévu cette année.

Ainsi, le gouvernement letton a réussi à remplir ses objectifs de

croissance et déficit fixés par les bailleurs de fonds internationaux, en parvenant à mettre en place ses contre-réformes sans rencontrer une résistance trop forte. Mais le gouvernement grec n'a pas cette « chance » : sa population résiste de façon scandaleuse !

**Les enjeux politiques de
la discussion : socialisme
ou barbarie (capitaliste)**

Il ne s'agit pas d'une discussion d'experts. Les enjeux sont cruciaux, malgré des dénégations de ceux qui veulent à tout prix neutraliser la portée politique de cette discussion. Il ne s'agit pas d'un débat qui aurait sa place dans les cercles universitaires, mais d'un débat central pour tous ceux qui veulent détruire ce système infâme. Nous ne sommes pas des socialistes utopiques, mais des matérialistes qui devons asseoir notre projet politique sur une analyse scientifique de la réalité.

Si on pense que la crise est une crise de sous-consommation, les plans d'austérité sont en effet une aberration : ils ne peuvent qu'aggraver la crise, en faisant diminuer la consommation des travailleurs et en rendant plus aiguë la surproduction de marchandises. Par contre, une politique de relance de

la demande, par l'augmentation des salaires et une réforme fiscale redistributive, permettrait de sortir de la crise « par le haut » (en améliorant le niveau de vie des travailleurs) sans sortir du capitalisme. Si une telle analyse était juste, ce ne serait pas une crise du capitalisme, mais une crise du néolibéralisme, qui pourrait être résolue avec une politique keynésienne de relance (du type de celle qu'a mise en place Mitterrand en 1981 avec le succès que l'on connaît...).

En revanche, si l'on comprend qu'il s'agit d'une crise de suraccumulation de capital, il n'y a pas d'autre issue, dans le cadre capitaliste, que la remise en cause des acquis sociaux, du niveau de vie des travailleurs. Voilà pourquoi ce système est monstrueux, et voilà pourquoi sortir du capitalisme est une nécessité si on veut éviter un grand bond en arrière. L'alternative entre le socialisme et la barbarie (capitaliste) n'est pas un slogan abstrait. Elle se pose très concrètement au moment des grandes crises. Et il est vital, pour les communistes révolutionnaires, de mener une lutte acharnée contre les réformistes qui trompent les travailleurs en leur faisant croire qu'on peut sortir de la crise « par le haut », sans sortir du capitalisme.

**Novembre 2011 - La bourgeoisie grecque peut dire
merci aux bureaucrates et aux réformistes**

**L'intensité de la
lutte de classe...**

Le gouvernement grec a perdu la main. Même si les bureaucraties syndicales ont jusqu'ici réussi à empêcher la montée vers la grève générale (canalisant la colère des travailleurs dans des journées d'action), le gouvernement est impuissant face au grand

mouvement de désobéissance qui empêche que les mesures votées soient pleinement exécutées. De nombreux collectifs « on ne paie pas » ont été montés ces derniers mois et bloquent la rentrée des recettes fiscales : blocages de péages d'autoroutes, commandos dans les hôpitaux pour inciter les patients à ne pas payer le forfait de 5€ dû à chaque consultation, etc.

Les inspecteurs du fisc pratiquent une grève du zèle qui ralentit la perception des impôts.

Dernier exemple en date : une taxe immobilière a été créée il y a quelques semaines. Elle doit toucher 70% des Grecs (propriétaires de leur maison) et devait rapporter 2,1 milliards d'€ d'ici fin 2012. En l'absence de cadastre, c'est le

DEH (l'EDF grec) qui a été chargé de sa collecte via la facture d'électricité, avec la menace de couper le courant aux récalcitrants. Mais le puissant syndicat des électriciens a décidé de suspendre les coupures d'électricité et a occupé le centre informatique de DEH d'où doivent partir les factures. D'ores et déjà, la troïka (Commission européenne–BCE–FMI) ne mise plus que sur une recette d'1,2 milliard pour cette nouvelle taxe (contre 2,1 prévus).

Avant les deux jours de « grève générale » des 19 et 20 octobre, on avait assisté à une montée en puissance et une radicalisation des grèves sectorielles¹. Notamment une grève des éboueurs, que le gouvernement a cherché à mater en ayant recours à une entreprise privée, mais les grévistes ont été jusqu'à brûler les camions de cette entreprise. L'armée est ensuite intervenue pour nettoyer les rues.

Sous la pression des travailleurs, les bureaucraties syndicales (celle du privé : GSEE, celle du public : ADEDY) ont transformé leur appel à la « grève générale » de 24h en un appel à une « grève générale » de 48h. Mais elles persistent dans leur stratégie de journées d'action dispersées, qui permettent de laisser exprimer la colère des travailleurs, tout en la canalisant et en sauvant la mise au gouvernement. Cependant, l'auto-organisation se développe depuis quelques semaines, avec la multiplication de comités de lutte, qui organisent des occupations, des AG de quartiers, etc. Mais aucune force politique n'est pour l'instant capable de centraliser cette auto-organisation, ce qui serait nécessaire pour que la direction de la mobilisation échappe aux bureaucraties.

... contraint la bourgeoisie à acter un défaut important de la dette grecque et plonge le pays dans une crise politique aiguë

Le constant d'échec du gouvernement grec est sans appel et il a été dressé par la troïka. Ainsi, les membres européens de la troïka ont rendu un rapport alarmant sur la situation. Selon ce rapport, l'application des mesures de discipline fiscale a été « défaillante » et les réformes structurelles engagées avancent à un rythme trop lent : « L'application décidée des réformes structurelles et la remise en cause des positions acquises exigent non seulement la cohésion de l'ensemble du gouvernement mais aussi un consensus entre les principales forces politiques. » La situation est telle que les bourgeoisies européennes ont dû se résigner à acter une décote de 50% (soit environ 100 milliards d'€) de la dette publique grecque détenue par les créanciers privés. C'est un coup dur qu'ils vont s'efforcer de faire payer aux travailleurs des autres pays.

Le gouvernement Papandréou a un problème de légitimité : les intentions de vote pour le PASOK ont plongé à 22,5% en octobre², sans que cela profite au principal parti bourgeois d'opposition, la « Nouvelle démocratie », qui plafonne à 31,5%. Alors que le premier ministre Papandréou supplie l'opposition de droite de former avec lui un gouvernement d'union nationale, cette dernière refuse, de peur de perdre le soutien qu'il lui reste auprès de la population. Le discrédit des partis de gouvernement (tout juste majoritaires dans les sondages), qui conduit un Grec sur deux à répondre aux

sondages qu'il s'abstiendrait en cas d'élections, profite aux forces qui se situent à gauche du PASOK (elles cumulent environ 25% des intentions de vote, les deux principales composantes étant le parti stalinien KKE et la coalition réformiste Syriza) et à l'extrême droite (9% pour le parti LAOS). De façon significative, les deux personnalités les plus populaires sont les dirigeants de Syriza et du LAOS. Pour sortir de la crise politique, trois ministres importants (soutenus par le ministre des Finances Venizelos), ont publié un article appelant le peuple à suivre loyalement les politiques agréées par le FMI et à établir le consentement de la majorité silencieuse contre la soi-disant minorité bruyante qui perturbe le fonctionnement politique du pays. Ces politiciens se font le porte voix d'un secteur important de la bourgeoisie qui pensent de plus en plus à issue autoritaire et anti-démocratique.

La situation est pré-révolutionnaire : le pays s'enfoncé dans la crise, le gouvernement a perdu la main et l'auto-activité des masses se développe malgré l'immense obstacle que constituent les bureaucraties syndicales et les chefs réformistes. Toutefois, une grande partie de la population est désespérée et ne conçoit pas qu'il puisse y avoir une alternative. Pour que la situation devienne révolutionnaire, il faut que l'auto-organisation des masses et la volonté d'une alternative de pouvoir opèrent un saut qualitatif. C'est pourquoi il est crucial qu'émerge une direction révolutionnaire capable de disputer l'hégémonie aux lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. C'est à cette condition que les masses pourront être convaincues de la nécessité de mettre en place leur propre gouvernement, seul capable de mettre fin à la barbarie d'un système qui les écrase.

1) On pourra consulter un site en anglais qui liste et actualise ces grèves : <http://livinggreece.gr/strikes/>

2) Les Echos, 21/10/2011

3) <http://www.publicissue.gr/en/category/indices/>

Deux jours de « grève générale » contre l'austérité

Depuis près de deux ans, les plans d'austérité se succèdent en Grèce, chacun étant plus odieux et brutal que le précédent. Le dernier plan a été exigé par la troïka comme condition pour le versement d'une nouvelle tranche de 8 milliards du plan « d'aide » de 110 milliards d'euros de mai 2010. Les principales mesures de ce plan sont les suivantes :

- ▶ Nouvelle grille de salaire dans la fonction publique qui devrait déboucher sur une baisse des salaires des fonctionnaires d'environ 25% (venant s'ajouter à une baisse de salaires de 20% en 2010) ;
- ▶ Mise en réserve de 30 000 fonctionnaires (qui toucheront 60% de leur salaire) et qui ont un an pour trouver un autre emploi, sous peine d'être licenciés ;
- ▶ Abaissement du seuil d'imposition à 5 000€ annuel (contre 8 000€ aujourd'hui) ;
- ▶ Gel de toutes les conventions collectives, ce qui va permettre au patronat de baisser drastiquement les salaires dans le privé.

Mercredi 19 octobre, la grève a été presque totale. La participation du privé a été très forte, avec un grand nombre de petits magasins⁴ et de petites entreprises fermés. De 70 000 (selon la police) à plus de 200 000 personnes

4) Les envoyés spéciaux du POI à Athènes indiquent que plusieurs magasins avaient affiché le texte : « Nous fermons aujourd'hui pour ne pas fermer pour toujours » (Informations ouvrières, semaine du 27 octobre au 2 novembre, http://www.luttedefclasser.org/tribune/IO172_2.pdf).

(selon les syndicats) ont manifesté à Athènes. Dans tout le pays, ce sont 125 000 personnes qui ont manifesté d'après la police, des centaines de milliers selon les syndicats. Ce furent les plus grosses manifestations depuis la chute de la dictature en 1973. À Athènes, selon la police, les cortèges se partageaient en trois tiers : un tiers derrière les bureaucraties syndicales (GSEE et ADEDY) liées au PASOK, un tiers derrière le front syndical (PAME) dirigé par le KKE (PC grec) et un tiers derrière les divers groupes de la « gauche radicale » (Syriza, extrême gauche, anarchistes). Lors de la manifestation, des centaines de personnes (pas seulement des jeunes anarchistes, mais aussi des chauffeurs

Katseli. Elle a été immédiatement exclue du groupe socialiste au parlement.

Le KKE protège le parlement bourgeois de la colère des travailleurs

Sur certains points, l'analyse et l'orientation du KKE sont pertinentes. Le KKE se prononce pour la répudiation de l'ensemble de la dette publique et critique les organisations réformistes qui distinguent une partie « légitime » et une partie « illégitime » de la dette. Il dénonce également ceux qui veulent réformer les institutions européennes⁵. Le KKE dénonce ceux qui font croire que la seule sortie de l'euro permettrait de ré-



de taxi ou des syndiqués quinquagénaires) ont affronté la police.

Jeudi 20 octobre, les manifestations ont regroupé à peine moins de manifestants que la veille. La journée a été marquée par les affrontements entre le service d'ordre du PAME (regroupement syndical dirigé par le KKE) et de jeunes anarchistes, ainsi que par la mort d'un syndicaliste du PAME. Le soir, 153 des 154 députés socialistes – sur un parlement de 300 élus – ont voté en faveur de tous les articles de cette loi. Une seule députée du PASOK a refusé d'approuver l'une des principales dispositions du projet (suspension des conventions collectives), l'ancienne ministre du Travail, Louka

5) « Les positions de Synapsismos [principale composante de Syriza] et du Parti de la gauche européenne (PGE) [qui regroupe les principaux partis "communistes" européens] concernant la division de la dette publique entre une partie légitime et une autre illégitime ainsi que sur la possibilité d'une transformation de l'UE dans les intérêts du peuple sont lourdement erronées. Ces positions laissent la porte ouverte à ce que le peuple paye la crise et la plus grosse partie de la dette publique "légitime" dont il n'est aucunement responsable. Les positions concernant une transformation dans les intérêts du peuple de l'UE et une fédération européenne dissimulent le contenu de classe qui est objectivement celui de l'alliance inter-étatique impérialiste qu'est l'UE. Indépendamment de la forme que l'UE prendra, sa stratégie réactionnaire contre les travailleurs et son engagement dans les interventions et guerres impérialistes ne changeront pas. » (<http://fr.kke.gr/news/news2011/2011-09-20-crise>)

soudre la crise dans l'intérêt des travailleurs, imputant à tort (par sectarisme et anti-trotskyisme primaire) cette position à Antarsya⁶ (coalition d'extrême gauche).

Le KKE met en avant la perspective du socialisme (« *La solution pour les travailleurs, ce n'est pas un retour au passé, au protectionnisme de l'économie capitaliste au niveau national mais avancer vers le pouvoir populaire, le socialisme* ») et la nécessité de sortir de l'UE et d'annuler l'ensemble de la dette. Cependant, il maintient le flou sur la nature de ce « pouvoir populaire », se gardant bien de dire qu'il peut s'agir seulement d'un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie.

Si certaines positions du KKE peuvent paraître séduisantes, la

6) « Diverses fractions de Syriza et d'Antarsya défendent la sortie de la zone euro et l'annulation de la dette, en laissant intact le pouvoir du capital, comme une solution favorable au peuple et un point d'appui pour un rassemblement anti-capitaliste. En outre, certaines forces "nationales-patriotiques" parlent de laisser tomber la zone euro et de rester dans l'UE. Ainsi, la hausse de la dette publique et l'entrée dans la zone euro sont présentées de façon trompeuse comme les principales causes de l'offensive contre le peuple. Or, la casse des droits des travailleurs à la fois dans les États de la zone euro, tels que la Suède et la Grande-Bretagne, et dans une Allemagne qui n'est pourtant pas lourdement endettée prouve que le principal responsable est la voie capitaliste de développement dans son ensemble. La ligne de lutte que le courant opportuniste défend est en fait une forme alternative de gestion dans le cadre du système, ce qui – dans le meilleur des cas – peut contribuer à une relance temporaire de la rentabilité capitaliste. Néanmoins, même si la restauration d'un taux de croissance capitaliste plus élevé est réalisée, cela n'ira pas de pair avec l'amélioration des conditions populaires, mais cela ira au contraire contre elles. Les exemples de l'Argentine et de l'Équateur prouvent que la cessation des paiements et la dévaluation monétaire ont été suivis de nouveaux sacrifices pour les travailleurs afin de renforcer la compétitivité de l'économie et de stimuler les exportations. »

politique d'une organisation doit se juger sur sa pratique. Sur ce terrain-là, la nature du KKE ne fait aucun doute : il s'agit d'une organisation typiquement stalinienne qui défend l'ordre bourgeois, s'oppose à l'auto-organisation de la classe et défend la tactique des journées d'action contre la perspective de la grève générale. Malgré un langage anticapitaliste radical, le KKE est hostile au programme de la révolution ouvrière pour renverser le capitalisme grec. Il a même été jusqu'à participer à un gouvernement bourgeois avec la droite en 1989 !

Depuis des mois, le KKE appelle à des élections anticipées, faisant croire par là même qu'il pourrait y avoir une solution dans le cadre des institutions actuelles, alors même que le rejet du système politique est tel qu'un électeur sur deux annonce son intention de s'abstenir en cas d'élections.

Quelques jours avant les deux jours de « grève générale », le KKE avait clairement annoncé ses intentions :

« Je tiens à préciser les points suivants: l'encercllement et le blocus du Parlement qui a été décidée par les syndicats et les autres organisations, une décision que nous soutenons, n'a rien à voir avec le fait d'empêcher des députés d'entrer au Parlement. Il a un seul but : faire qu'autant de députés possibles votent contre le projet de loi. C'est ce qui nous intéresse. Parce que si cette loi est adoptée, il y en aura d'autres. Parce que nous voulons empêcher le désespoir populaire par tous les moyens. C'est le rôle du blocus du parlement. Pour former la plus grande majorité possible pour le "NON". Et de cette façon la chute du gouvernement sera le résultat

*de la pression du peuple »*⁷

Autrement dit, le KKE annonçait son intention d'encercler le parlement tout en disant clairement que son but n'était pas d'empêcher le vote, et encore moins de marcher sur le parlement, mais de faire pression symboliquement de l'extérieur sur les députés. Il faisait croire que cela pouvait permettre d'obtenir qu'une majorité vote contre le plan d'austérité, voire de faire chuter le gouvernement !

Alors que, le 19 octobre, il s'en est fallu de peu que l'assaut des manifestants sur le parlement franchisse les barrages policiers, le service d'ordre du KKE (casqué et armé de battes de base-ball) a effectivement entouré le parlement le 20 octobre et a empêché une masse de jeunes révoltés (soutenus par de moins jeunes) d'arriver au parlement. Les affrontements ont été très durs et de jeunes anarchistes ont voulu atteindre le Parlement et donc tenté de percer le cordon des nervis staliniens (notamment en envoyant des bombes incendiaires). Dans un communiqué du jeudi 20 octobre au soir (8), le KKE a stigmatisé les « anarcho-fascistes » (9) tout en n'offrant aucune perspective aux travailleurs après ces deux jours de grève. Dans une déclaration le 21 octobre (10), les staliniens attribuaient la mort du manifestant du PAME aux anarchistes alors que le rapport de l'hôpital indique bien que le manifestant est mort d'un arrêt cardiaque provoqué par l'inhalation du gaz envoyé par les flics.

Il est clair que les staliniens ont sauvé la mise au gouvernement. Le Guardian écrit ainsi : « Si les militants du parti communiste, immensément disciplinés, n'avaient pas formé une chaîne

7) <http://inter.kke.gr/News/news2011/2011-10-18-apergia1> (traduit par nous).

humaine autour du Parlement, il est probable que la masse humaine bouillonnante aurait tenté de prendre d'assaut le bâtiment dès le début »⁸. Non seulement ils n'ont pas cherché à marcher sur le parlement, mais ils ont collaboré étroitement avec la police (allant jusqu'à leur livrer des manifestants) pour éviter tout débordement. L'assemblée populaire de Syntagma du 21 octobre a ainsi déclaré qu'« ils [KKE] ont assuré la bonne garde du parlement et, au lieu de l'encercler, ont agi encore plus sauvagement que la police, brisant des crânes et livrant des manifestants aux forces de répression »⁹.

L'adaptation des principaux courants trotskystes aux réformistes et aux staliniens

Position de la Tendance Marxiste Internationale (groupe La Riposte en France dans le PCF)

Dans un texte du 17 octobre (13), la direction de la Tendance Marxiste Internationale (TMI) déclare que la situation est sur le point de devenir révolutionnaire, mais affiche ses illusions à l'égard du KKE, en faisant croire qu'il aurait abandonné ses appels à des élections anticipées et que sa décision d'encercler le parlement est un acte fort contre le gouvernement, alors qu'il s'agit de protéger le parlement de l'assaut des travailleurs.

« La direction stalinienne du KKE pour la première fois, et après la pression des travailleurs, a abandonné ses appels à des élections anticipées et a, au

8) <http://www.guardian.co.uk/business/blog/2011/oct/19/european-debt-crisis-shares-rally>

9) <http://www.ventlibertaire33.com/article-resolution-de-l-assemblee-populaire-de-la-place-syntagma-87163165.html>

contraire, décidé d'organiser un encerclement spectaculaire sur le bâtiment du Parlement ce jeudi. L'occupation de la zone en face du bâtiment du Parlement que nous avons vu au cours de l'été à l'initiative de l'Assemblée populaire de la place Syntagma avait un caractère spontané et amateur. Un encerclement organisé par le PAME (fraction du KKE à l'intérieur des syndicats) et le KKE sera totalement différente. Il sera organisé avec la participation de "bataillons lourds" de la classe ouvrière, les ouvriers du bâtiment, les ouvriers des chantiers navals, etc. Cela signifie que le conflit cette fois-ci impliquera un nombre beaucoup plus grand et sera également beaucoup plus organisé. »

Certes, le 20 octobre, la TMI dresse lucidement le bilan des deux jours de grève : critique des réformistes qui « refusent de soutenir et d'organiser une escalade de la lutte jusqu'à la grève politique » et nécessité d'une direction révolutionnaire « pour transformer cette vague massive de protestation en un mouvement révolutionnaire victorieux ». Et la TMI avance des perspectives intéressantes pour les travailleurs :

« L'étape suivante, naturelle et nécessaire après cette puissante grève de 48 heures de grève générale, est d'aller vers une grève générale politique, organisée par les syndicats, avec l'élection de comités de grève sur chaque lieu de travail et la mise en place des piquets de grève, d'escadrons de défense, de fonds de grève, de soupes populaires et aussi l'élection d'un comité central de grève à l'échelle nationale avec des représentants des confédérations syndicales et des fédérations, des comités de grève et de ceux des lieux de travail où il n'y a pas de structure syndicale organisée. L'objectif devrait être

la suppression immédiate de ce gouvernement, de la troïka qui est derrière lui, et l'élection d'un gouvernement qui s'engage à réaliser les demandes du mouvement, annuler la dette et instituer une économie socialiste, démocratiquement planifiée, à mettre un terme à ce système capitaliste pourri et mettre en mouvement la transformation socialiste de la société comme une étape vers la victoire du socialisme en Europe et dans le monde. »

Mais l'incroyable apologie de l'attitude du KKE le 20 octobre réduit à néant les déclarations d'intention. Le 22 octobre, la TMI dresse des lauriers à la direction du KKE en affirmant que « les forces organisées du PAME, elles-mêmes basées sur les meilleures traditions du mouvement ouvrier, ont courageusement fait face à des provocateurs et les hooligans »¹⁰

Position du Comité pour une Internationale Ouvrière (Gauche Révolutionnaire en France, courant de gauche du NPA)

Le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) et son groupe Xekinima en Grèce jouent les « monsieur plus » : au lieu d'affronter les directions réformistes, ils leur demandent de multiplier les grèves de 48h (jusqu'à épuisement des travailleurs ?)¹¹. De façon scandaleuse, le CIO se contente de relater les affrontements entre le service d'ordre du KKE et les « anarchistes », sans prendre position. On peut d'ailleurs comprendre que le cœur penche du côté du KKE puisque les anarchistes sont mis dans le même sac que les « agents provocateurs »...

10) <http://www.marxist.com/greece-fist-death-millions-in-struggle.htm>

11) <http://www.socialistworld.net/doc/5360>

Position de la Ligue pour la Cinquième Internationale

La Ligue pour la Cinquième Internationale critique l'attitude du KKE, mais considère que ceux qui les ont attaqués l'ont fait de façon disproportionnée : « Bien que le KKE se considère comme un "propriétaire" du mouvement et que de nombreux manifestants fussent en colère contre leur blocus devant le Parlement, il ne peut y avoir aucune excuse morale et politique pour les anarchistes qui ont attaqué les communistes avec des bombes incendiaires et des pierres. Le sang n'est pas de l'eau, les êtres humains ne sont pas remplaçables. »¹² C'est une position moraliste qui fait l'impasse sur le fond politique : si on considère l'attitude du KKE comme contre-révolutionnaire, nous ne pouvons qu'être solidaires des anarchistes face aux staliniens protégeant le parlement.

Cela ne signifie pas qu'il était tactiquement juste d'attaquer le service d'ordre du KKE. Pour cela, il aurait fallu réunir deux conditions : que la masse des travailleurs souhaite en découdre avec le SO stalinien et qu'une auto-organisation suffisamment développée puisse l'affronter efficacement. Mais cela supposait tout un développement de la conscience politique et de l'expérience par les masses de ce que sont réellement les directions syndicales réformistes et les staliniens du KKE. On n'en est encore loin malgré la radicalisation et les progrès de l'auto-activité. En l'absence d'organisation révolutionnaire capable d'organiser un secteur important de la jeunesse et des travailleurs, les conditions ne sont pas encore réunies pour vaincre politiquement — et, le cas échéant, par la

12) <http://www.fifthinternational.org/content/greece-october-20-second-day-48h-general-strike-clashes-between-demonstrators> (traduit par nous)

force — les réformistes et les staliniens. C'est pourquoi la décision des anarchistes était aventuriste.

Lutte ouvrière est « solidaire »

Lutte ouvrière se contente d'afficher son soutien à la mobilisation, mais, comme à son habitude, ne propose aucune perspective¹³. Elle dit seulement que « les travailleurs grecs ont mille fois raison de refuser de payer une crise dont ils ne sont pas responsables ». Pas un mot sur le rôle des réformistes et des staliniens !

Le POI dénonce les groupes de « provocateurs » et couvre les bureaucraties syndicales

Dans Informations ouvrières, les envoyés spéciaux du POI relatent les deux jours de grève. C'est intéressant, factuel, mais aucune critique de la politique des directions syndicales n'est proposée aux lecteurs. Pire, les anarchistes qui ont attaqué le service d'ordre du KKE sont traités de « groupes de provocateurs ».

Le POI nous informe que, après la grève de 48h, les dirigeants de la GSEE ont indiqué : « Nous envisageons une opposition sur le long terme, pour nous assurer que les coupes budgétaires imposées par nos créanciers ne seront pas appliquées. » Autrement dit, ces bureaucrates renoncent à appeler à la grève générale et déclarent fièrement leur volonté de laisser pourrir le mouvement. Cela laisse stoïque le POI, qui n'a aucune politique à proposer.

Position d'Antarsya

Antarsya est une coalition d'extrême gauche qui regroupe notamment la section du « Secrétariat unifié de la IVe Interna-

13) <http://www.lutte-ouvriere.org/notre-actualite/communiqués-44/article/vive-la-lutte-des-travailleurs-17232>

tionale » (OKDE Spartakos) et la section de la Tendence socialiste internationale (SEK) liée au SWP britannique. De façon correcte, les dirigeants de l'OKDE (position relayée par le NPA, qui n'a pas fait de communiqué ou d'article propre) critiquent la tactique des journées d'action et mettent en avant la nécessité d'une grève générale qui bloque le pays :

« Mais au soir du 19, la seule question à se poser était la suivante : vaut-il mieux refaire une deuxième journée calquée sur la première (l'argument étant d'encercler le Parlement avant son vote de nouvelles mesures assassines) ou décider de bloquer le pays par la grève reconductible et auto-organisée (la fermeture des magasins induisant l'idée du ravitaillement en cas de grève durable) ? Mais telle n'était évidemment pas la volonté des bureaucraties syndicales ou de PAME ! »¹⁴

Ils critiquent également l'attitude du KKE lors de la journée du 20 octobre :

« Il est sûr que l'attitude du KKE en garant de la démocratie bourgeoise ne pouvait que faire réagir bien des manifestantEs qui aimeraient justement faire tomber au plus vite cet outrage à la démocratie que représente le gouvernement Papandréou. »

De façon très juste, le dernier communiqué de l'OKDE¹⁵ met clairement en avant la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour sortir de la crise.

14) <http://www.npa2009.org/content/gr%C3%A8ce-la-mobilisation-monte-d%E2%80%99un-cran%E2%80%89>

15) http://okde.org/keimena/OKDE_271011.pdf

Novembre 2011 - L'annonce d'un référendum par Papandréou sème la panique dans toute l'Europe et exacerbe la crise politique en Grèce

Pour les travailleurs grecs, c'est le moment d'imposer la grève générale, de faire chuter Papandréou et d'apporter leur propre solution à la crise !

L'annonce d'un référendum en Grèce par le Premier ministre Papandréou est un séisme politique qui révèle et concentre toutes les contradictions de la situation européenne. Les marchés financiers et les gouvernements de l'Union européenne sont pris de terreur rien qu'à l'idée que tout un peuple puisse donner son avis, fût-ce par un référendum institutionnel, sur le nouveau plan d'austérité qu'ils ont décidé de lui imposer, d'une violence pire encore que les précédents. **Car ils savent que les peuples d'Europe rejettent leurs plans et que les travailleurs, travailleuses et jeunes de Grèce, qui les ont déjà subis de plein fouet, sont à l'avant-garde de la résistance, montrant le chemin à tous les autres travailleurs.** Ils savent qu'une éventuelle victoire du « Non » serait une catastrophe pour leur zone euro, leur Union européenne et leur système financier, avec des conséquences mondiales incalculables.

Si Papandréou en arrive à une telle décision et s'il met même en jeu sa place en demandant un vote de confiance incertain au Parlement, ce n'est évidemment pas parce qu'il serait devenu un démocrate soucieux de l'avis du peuple ! Ce n'est pas non plus une décision prise sous le coup de la panique, mais **un vrai pari stratégique pour tenter de vaincre politiquement les travailleuses et travailleurs**



grecs de plus en plus radicaux. En effet, la puissance de leur résistance depuis trois ans, l'extension et la radication constantes de la mobilisation, la montée de son auto-activité dans tout le pays, le refus massif de payer les impôts et les taxes, le succès record de la grève générale et des manifestations des 19 et 20 octobre, la tentative d'invasion du parlement, l'annulation des cérémonies de la fête nationale le 27 octobre (avec un président de la République obligé de fuir face aux manifestants !), la crise au sein du PASOK au pouvoir lui-même... conduisent à un **crise de gouvernement** qui pourrait très vite devenir une crise du régime.

De plus en plus discrédité, le Premier ministre Papandréou, qui a pourtant accepté de se soumettre aux injonctions des banques, du FMI et des principales puissances de l'Union européenne (France et surtout Allemagne) est désormais incapable de faire passer leurs plans. C'est pourquoi il décide de tenter le

pari extrêmement risqué de se relégitimer par un référendum en misant sur le chantage d'une faillite totale de la Grèce, sur le déchaînement des médias, sur l'atomisation des électeurs et sur la soi-disant « majorité silencieuse » qu'invoquent toujours les partis bourgeois quand ils sont contestés par les travailleurs et la jeunesse en lutte. Il espère que les marchés financiers lui laisseront le temps de tenir le référendum et qu'en le gagnant, il emporterait le bras de fer qui l'oppose aux résistants de plus en plus nombreux et radicaux.

Il n'est cependant pas dit que l'opposition de droite au PASOK, la « Nouvelle démocratie » liée à Merkel et Sarkozy, le laisse aller jusqu'au bout de cette opération. En effet, les risques que le « Non » l'emporte sont élevés. De plus, avant même la tenue du référendum, la simple hausse de la probabilité que la Grèce se retrouve en situation de défaut total et désordonné risque d'accroître considérablement la pression sur les dettes des autres pays les plus fragiles, dont l'Italie et l'Espagne, ainsi que sur les

banques les plus fragiles, menaçant de faire voler en éclat la rustine de l'accord européen du 26 octobre et de provoquer un véritable tsunami dans toute la zone euro, avec des effondrements en série. Enfin, de nouveaux députés et responsables du PASOK démissionnent ou protestent contre Papandréou. **L'hypothèse d'une chute du gouvernement est présente dans tous les esprits.** Mais, qu'elle ait lieu ces prochains jours, un peu plus tard ou après une victoire du « Non », elle ne pourrait entraîner que la mise en place d'un gouvernement d'union nationale entre le PASOK ou une partie du PASOK et la droite ou une partie de la droite, dont la politique « alternative » serait de faire appliquer les mêmes plans que Papandréou, mais par la force (interdiction des grèves et des manifestations, répression généralisée). On peut mesurer la réalité d'une telle menace à la décision de Papandréou, dénoncée par la droite, de remplacer tout l'état-major de l'armée grecque, mis en place en 2009 par la droite, comme s'il craignait un coup d'État militaire. Le problème (et la raison pour laquelle Papandréou veut pour le moment éviter cette solution), c'est que la mise en place d'un tel gouvernement autoritaire (avec dans son sillage une montée en puissance de l'extrême droite, qui se développe sensiblement depuis trois ans) aurait pour conséquence immédiate une nouvelle radicalisation de la lutte des classes, aux conséquences incalculables. Et cela d'autant plus que la situation est marquée par les processus révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte, où les masses ont vaincu la répression. **Le pari stratégique de Papandréou est donc une tentative désespérée pour éviter que la situation pré-révolutionnaire qui s'installe en Grèce ne débouche sur**

une situation ouvertement révolutionnaire.

Pour les travailleurs, les travailleuses et la jeunesse aussi, le signal doit être clair : **il est hors de question d'attendre un référendum** dont la question sera forcément biaisée, avec plusieurs semaines de propagande médiatique et un chantage odieux pour faire accepter le plan d'austérité aux électeurs déboussolés en leur disant : il faut voter « oui » ou ce sera le chaos. **La crise politique exacerbée par l'annonce de Papandréou est le moment ou jamais pour réaliser la grève générale, faire chuter le gouvernement Papandréou tout en interdisant un retour de la droite au pouvoir, pour imposer un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations!** Ils'agit d'imposer cette solution aux directions syndicales, aux réformistes et aux staliniens du KKE, en les obligeant à rompre avec leur logique légaliste, institutionnelle et électoraliste ou en les démettant de leurs mandats s'ils refusent. La classe ouvrière grecque fait tourner le pays, elle a déjà montré qu'elle pouvait le paralyser : elle détient entre ses mains les clés de la situation. Le niveau désormais atteint par l'auto-activité des masses pose concrètement la question décisive de mettre en place dans tout le pays des comités auto-organisés qui élaborent une véritable alternative politique en se fédérant à tous les niveaux, en dynamisant et dirigeant la résistance et en défendant un programme de rupture avec le FMI, l'UE, les banques et les trusts capitalistes. Les révolutionnaires et notamment les différents groupes qui se revendiquent du trotskysme doivent convaincre que seul un gouvernement des travailleurs eux-mêmes pourra mettre en œuvre un tel

programme. Pour cela, ils doivent se regrouper immédiatement, au-delà de leurs divergences, en en discutant collectivement, pour former un parti révolutionnaire unifié et pluraliste avec un congrès constituant ouvert à toutes et tous les militants de l'avant-garde grecque indépendants des réformistes et du KKE et qui cherchent une alternative en termes de pouvoir des travailleurs.

Les travailleurs conscients d'Europe et du monde sont solidaires du peuple grec. **Il s'agit de se mobiliser pour suivre de près ces événements d'importance mondiale et soutenir par tous les moyens les mobilisations des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse de Grèce.** C'est d'autant plus vrai en France, où nous luttons contre Sarkozy, qui est l'un des principaux ennemis impérialistes du peuple grec, tout en combattant la fausse « alternative » de Hollande, le Papandréou français.

Cela implique de **proposer dans les plus brefs délais aux partis du mouvement ouvrier et aux syndicats une manifestation de soutien pour dire : ce n'est pas à Sarkozy de décider à la place du peuple grec !** À bas le plan d'austérité ignoble imposé aux travailleurs grecs ! À bas le budget d'austérité de Sarkozy contre les travailleurs et les jeunes en France aussi !

Nous y développerions bien sûr également nos propres mots d'ordre : travailleurs et jeunes de toute l'Europe, suivons l'exemple denoscamaradesgrecs!Soulevons-nous contre les gouvernements à la botte des banquiers et des patrons ! Ils sont une poignée et nous sommes des millions : pour imposer nos solutions, imposons notre gouvernement, celui des travailleurs !

Février 2012 - Où va la Grèce? Les travailleurs trouveront-ils une issue à la barbarie capitaliste qui les frappe?

Dimanche 12 février, le parlement grec a adopté un nouveau plan d'austérité (le quatrième en deux ans et incontestablement le plus violent) pour pouvoir continuer à bénéficier du soutien financier de la Troïka (Union Européenne, Fond Monétaire International, Banque Centrale Européenne). Et ce malgré une immense protestation populaire. L'artifice d'un gouvernement d'union nationale, technocrate et apolitique, a vécu. La lutte de classe s'affirme dans toutes sa crudité et les institutions européennes aux mains des grandes bourgeoisies montrent clairement de quel côté elles se situent, et jusqu'où elles sont prêtes à aller pour saigner les travailleurs et la jeunesse grecs. C'est que pour les bourgeoisies de l'UE, il ne s'agit pas simplement d'éviter, coûte que coûte, que la Grèce fasse défaut : il s'agit également pour elles de faire un exemple afin d'essayer de montrer aux prolétariats de toute l'Europe qu'il n'est pas possible de s'opposer aux diktats du capital, qu'il ne sert à rien de lutter et qu'il n'y a donc pas d'autre solution que de se résigner. Si les masses grecques parvenaient à défaire l'opération en cours pour le pulvériser, cela aurait des conséquences incalculables dans toute l'Europe, encourageant partout les travailleurs en colère contre les coups des patrons et de leurs gouvernements, mais en partie découragés et sans perspective en raison de la politiques des réformistes et des directions syndicales, à une lutte de masses contre leurs ennemis.

Dimanche 12 février : une journée de mobilisation historique

La mobilisation a été gigantesque. Après deux journées de grève, vendredi 10 et samedi 11 février (où 20 000 grecs ont manifesté à Athènes selon la police), la population s'est rassemblé à partir de 17h devant le parlement : la police a compté plus de 80 000 personnes (20 000 à Salonique), sous-estimant certainement de beaucoup la mobilisation.

La répression a été féroce (plusieurs dizaines d'hospitalisation) : arrestations préventives le matin, gazage de manifestants pacifiques (dont Mikis Theodorakis, intellectuel de 86 ans, symbole de la résistance au nazisme et à la dictature des colonels) etc. Malgré cela, les manifestants sont restés jusque très tard dans les rues, défiant les forces de répression. La manifestation a tourné à l'émeute, et des dizaines de bâtiments ont pris feu, des banques et des magasins ont été saccagés, une armurerie a été dévalisée, des postes de police attaqués.

Pourquoi ce nouveau plan ?

Les trois conditions de l'aide à la Grèce posées au sommet européen d'octobre par les grandes bourgeoisies d'Europe sont déjà dépassées car impossibles à tenir :

- ▶ la dette ne doit pas dépasser 120% du PIB en 2020, par rapport au 170% d'aujourd'hui. Mais même ce niveau ne semble pas atteignable ni supportable par la Grèce, vu la fragilité de son économie

- ▶ les nouveaux crédits donnés à la Grèce ne doivent pas dépasser 130 milliards d'euros. On estime qu'il faudrait entre 10 et 15 milliards de plus au minimum
- ▶ seuls les créanciers privés doivent subir des pertes, pas la BCE ni les États. Étant donné que ces créanciers privés détiennent plus de la moitié de la dette grecque, cela suppose des pertes colossales de leur part. La BCE, quant à elle, pourrait éventuellement renoncer aux intérêts des prêts d'Athènes, même si elle s'y refuse encore pour le moment.

Le problème n'est pas seulement le déficit public que le manque de compétitivité : coût du travail (relativement à la productivité) trop élevé. D'où un déficit commercial très important et pas soutenable. Dans le cadre bourgeois, trois « solutions » s'offrent à la Grèce :

- ▶ le défaut de paiement et la sortie de l'euro (même si on peut aussi imaginer un défaut de paiement total et le maintien dans l'euro)
- ▶ des transferts permanents depuis les pays compétitifs de la zone (comme par exemple avec la Corse ou la Guadeloupe à l'intérieur de la France)
- ▶ une « dévaluation interne » (baisse drastique du coût du travail) faute de pouvoir dévaluer la monnaie nationale (qui n'existe plus)

Les politiques européens ont choisi résolument la voie de la « dévaluation interne ». Il ne s'agit

pas de simplement rétablir l'équilibre des comptes publics mais de structurellement abaisser les salaires (publics comme privés) et les minima sociaux. C'est une solution plus lente (mais plus solide) qu'une dévaluation du taux de change, pour atteindre l'objectif d'une baisse des prix nationaux par rapport aux prix étrangers. Pendant la période de transition, la demande s'écroule et le chômage explose. Cependant, une fois que le niveau de vie des travailleurs s'est suffisamment abaissé, l'accumulation capitaliste peut reprendre. La Lettonie a suivi cette politique rapide et brutale en 2008. Le taux de chômage est passé de 6% à 20% en un an, avant de redescendre autour de 15%. Le PIB s'est contracté de 20% en 2009, mais s'est stabilisé en 2010.

Les principales mesures votées en bloc par le parlement grec

La simple austérité n'est donc plus une option : des ajustements drastiques sont nécessaires pour maintenir la zone euro dans son périmètre actuel. Si le plan de Papademos / Troïka ne s'applique pas, c'est la faillite assurée, ce que les autorités européennes ne manquent pas de rappeler.

- ▶ Réduction de 20 à 25% des salaires, en commençant par le salaire minimum (actuellement de 761€ brut / mois, il serait donc autour de 470€ net / mois (pour les jeunes de moins de 25 ans, cela sera 10% de moins, soit autour de 400€ par mois)
- ▶ Réduction de 20% des retraites de plus de 1 000 euros par mois
- ▶ Réductions de 20 à 30% dans les retraites complémentaires de plus de 150 euros par mois

- ▶ Licenciements dans les forces armées, la santé et l'éducation pour les employés sans-statut permanent
- ▶ Abolition du droit des salariés à un poste permanent
- ▶ Ouverture immédiate des professions fermées
- ▶ Mise en place de zones économiques spéciales assorties d'incitations fiscales pour l'investissement et le travail
- ▶ Suppression de 15 000 postes dans la fonctions publiques pour 2012, 150 000 d'ici 2015
- ▶ Privatisation de six entreprises publiques au premier semestre 2012, à savoir la compagnie des eaux d'Athènes et du Pirée (EYDAP), de Thessalonique (EYATH), la compagnie publique de gaz naturel (DEPA), le gestionnaire du système national de gaz naturel (DESA), les Pétroles Helléniques (ELPE) et l'organisme de paris sportifs (OPAP)
- ▶ Vente de Hellenic Petroleum au premier semestre 2012
- ▶ Fermeture de l'Organisme du logement pour les travailleurs (OEK) et du «foyer ouvrier» (OEE)

- ▶ Suppression du faible taux de la TVA appliqué aux îles

Crise politique aigüe

La majorité gouvernementale se délite, et se réduit à 193 députés sur 300 : avant le vote à l'assemblée, les 4 ministres du LAOS (extrême droite) ainsi que 2 ministres du PASOK ont démissionné. 22 députés du PASOK et 21 députés de la « Nouvelle démocratie » (parti de droite) ont refusé de voter le mémorandum, et ont été immédiatement exclus de leurs partis.

Ainsi, pour Papademos, la première étape est de consolider la majorité dont il dispose avant des élections à haut risque prévues en avril. Après le départ de l'extrême droite, un PASOK à l'agonie (autour de 10% des intentions de vote), et le principal parti de droite qui commence à perdre des éléments, Papademos peut s'inquiéter. La situation pourrait vite se dégrader au vu de l'immense pression populaire. D'où les appels pathétiques du Premier Ministre qui répète que le peuple Grec n'a le choix qu'entre lui et le chaos.

Il faut ensuite amadouer les bureaucraties syndicales. Même si elles se sont déclarées prêtes à discuter du gel des salaires, et dénoncent en cœur avec le patronat



De gauche à droite : Georges Karatzaferis (dirigeant du LAOS), Antonis Samaras (dirigeant de la « Nouvelle démocratie), le Premier Ministre Lucas Papademos, et l'ex-Premier Ministre PASOK George Papandreou (le 29 janvier)

grec la gabegie de l'État, elles subissent elles aussi la pression des masses, et ce d'autant plus qu'elles craignent de se voir débordées sur leur gauche. Elles ne peuvent que rejeter le plan de Papademos, du moins dans la version présente.

Enfin, le gouvernement doit appliquer rapidement les mesures votées pour ne pas laisser l'occasion de les défaire aux prochaines élections. Les législatives anticipées, originellement prévues pour le 19 février, ont été repoussée en avril. Les sondages actuels donnent 40% d'intention de vote aux forces situées à gauche du PASOK (staliniens du KKE, antilibéraux de Syriza et de la Gauche démocratique – scission de droite de Syriza–, et anticapitalistes d'Antarsya). Une éventuelle d'un « Front de gauche » local est peu probable, compte tenu de la division entre ces organisations et de leurs désaccords (restructuration de la dette pour les antilibéraux et maintien dans l'UE pour les antilibéraux, sortie de l'euro et annulation de la dette pour le KKE). Du reste, les antilibéraux grecs ne semblent pas pressés de prendre le pouvoir. Syriza reste dans l'optique de ramener le PASOK à gauche, le KKE, plus radical en paroles, défend les institutions en place (son service d'ordre allant jusqu'à protéger le parlement des émeutiers qu'il qualifie de « provocateurs gauchistes », voir « d'anarcho-fascistes »!). Toutefois, même si ces forces restent minoritaires, un gouvernement ne disposant que d'une majorité réduite n'inspirerait pas grande confiance aux marchés et aurait du mal à mener sans encombre l'écrasement du prolétariat grec et de ses organisations, nécessaire à l'application du nouveau plan d'austérité.

La situation politique en Grèce est entrain de franchir un nouveau cap : les mécanismes habituels de domination de la bourgeoisie

semblent sur le point de s'épuiser. Les élections parlementaires, l'alternance droite/gauche, les obligations impliquées par l'appartenance à l'UE et la concertation avec la bureaucratie syndicale ne sont plus à même de contenir des travailleurs et des jeunes déjà appauvris par les premiers plans d'austérité et qui n'ont plus de quoi vivre — on voit réapparaître la faim et les épidémies en Grèce, dans un pays capitaliste d'Europe ! Les nombreuses défections de parlementaires du PASOK, mais aussi de la ND et le refus de la bureaucratie syndicale d'accepter le plan d'austérité malgré l'extrême pression des grandes bourgeoisies de l'UE et de la bourgeoisie grecque montrent que la pression des masses a atteint un niveau sans précédent.

**Une seule solution :
un gouvernement des
travailleurs qui annulerait
la dette, romprait avec l'UE
capitaliste, et socialiserait
les moyens de production !**

Les travailleurs grecs doivent affronter leur propre gouvernement et l'ensemble des bourgeoisies européennes. Ils doivent aussi faire face aux bureaucraties syndicales et aux réformistes qui cherchent à canaliser leur colère, jouent le jeu des institutions, et attendent tranquillement les élections, où ils espèrent quelques gains substantiels.

Une faillite désorganisée de la Grèce, provoquée par la lutte de classes, aurait des conséquences économiques et politiques dans toute l'UE. Les antilibéraux voudraient nous faire croire que le financement des déficits publics par la BCE serait alors une solution. C'est un mensonge. Cela est un « plan B » pour la bourgeoisie qui, si elle ne parvient pas à

imposer directement des baisses de salaires, pourrait avoir recours à la planche à billets pour engendrer de l'inflation et donc baisser les salaires réels. C'est ce que Paul Krugman (idole des antilibéraux) a avoué sans détour : « *L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution (...)* Pour restaurer la compétitivité en Europe, il faudrait que, disons d'ici les cinq prochaines années, les salaires baissent, dans les pays européens moins compétitifs, de 20 % par rapport à l'Allemagne. Avec un peu d'inflation, cet ajustement est plus facile à réaliser (en laissant filer les prix sans faire grimper les salaires en conséquence) ».

En l'absence d'un parti révolutionnaire solidement implanté chez les travailleurs et face aux appareils bureaucratiques politiques et syndicaux, la partie est difficile. Pourtant, l'auto-organisation se développe (notamment à l'hôpital Kilkis) et le rôle des révolutionnaires est de tout faire pour la renforcer, tout en lui donnant des perspectives politiques claires. C'est ce que, autant que nous pouvons en juger, tentent de faire l'OKDE Spartakos, au sein de la coalition anticapitaliste Antarsya. De façon claire, ils mettent en avant un programme de transition qui constitue la seule alternative aux politiques bourgeoises qui matraquent les travailleurs :

- ▶ Pour l'annulation de la dette !
- ▶ Pour l'expropriation des banques et des grands groupes capitalistes !
- ▶ Pour la rupture avec l'UE capitaliste, pour la sortie de la monnaie unique du capital !
- ▶ Pour un gouvernement des travailleurs pour mettre en œuvre toutes ces mesures et relancer la production sous contrôle ouvrier !

Plus que jamais, la solidarité avec le peuple grec est à l'ordre du jour. D'abord parce que ses oppresseurs se trouvent aussi chez nous : les banques françaises qui

détiennent une partie de la dette grecque, l'UMP et le PS qui soutiennent la soi-disant « aide » à la Grèce, prétexte à une gigantesque saignée. Mais aussi par ce que les

attaques là-bas préfigurent celles qui viendront ici. Tout ce que les capitalistes n'auront pas réussi à faire payer aux travailleurs grecs, ils iront le chercher ailleurs.

Mai 2012 - Un tsunami électoral balaye la gauche et la droite pro-austérité et approfondit la crise politique

Le contexte des élections législatives

En février dernier, malgré une mobilisation de masse trahie par les bureaucraties et la gauche réformiste (qui n'a pas voulu construire une grève générale), le gouvernement d'union nationale dirigé par Papademos, avec la participation du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie*, a fait adopter un nouveau plan d'austérité monstrueux exigé par la *Troïka* (UE-FMI-BCE) en contrepartie de son « soutien » financier.

Depuis, la situation économique ne cesse de se dégrader et le taux de chômage atteint désormais 21%. Selon la Commission européenne, environ un millier d'entreprises individuelles mettent la clé sous la porte chaque semaine en Grèce au cours de ce semestre. Les salaires plongent : - 25% pour la seule année 2011, et cela va se poursuivre en 2012 (avec notamment la baisse du salaire minimum de plus de 20%). On atteint une chute du PIB de 5% en 2012, après un plongeon de 7% en 2011.

Les orientations proposées par les principales forces politiques

Les deux partis au pouvoir (*PASOK* et *Nouvelle Démocratie*) ont fait campagne sur trois axes :

► La peur, en expliquant que la

seule alternative à leur politique était la sortie de l'euro, identifiée au chaos.

► La mise en avant d'un discours anti-immigrés. La *Nouvelle Démocratie* veut abroger le droit du sol, alors que le *PASOK* a promis des « opérations de nettoyage » contre les immigrants illégaux. À quelques jours des élections, un centre de détention pour étrangers a été ouvert près d'Athènes.

► Quelques promesses pour faire croire que l'avenir serait plus rose : le *PASOK* a promis qu'il n'y aurait pas de hausse d'impôts (mais la poursuite des « réformes structurelles ») alors que la *Nouvelle Démocratie* a promis de baisser les impôts et d'augmenter les dépenses sociales, en faisant croire que c'était compatible avec les exigences du mémorandum (qu'elle prétendait d'ailleurs renégocier) !

La direction de Syriza inscrit sa politique dans le cadre capitaliste et a mis en avant un programme antilibéral similaire à celui du *Front de gauche* en France : respect et démocratisation des institutions bourgeoises, maintien dans l'UE, refus d'exiger la répudiation unilatérale de la dette, respect de la propriété privée, régulation (et non interdiction) des licenciements et des contrats précaires. Elle demande une renégociation des accords in-

ternationaux, un moratoire et une restructuration de la dette (avec annulation de sa partie illégitime), la nationalisation des seules banques. Ce programme keynésien est une impasse complète : il n'y a pas de troisième voie entre la rupture avec le capitalisme et la politique d'austérité qu'exige le système capitaliste. La *Gauche Démocrate (DIMAR)* est une scission de droite de *Syriza* qui reprochait à sa direction d'être trop radicale et hostile à une alliance avec le *PASOK*. Sur le papier opposé au mémorandum et à l'austérité, *DIMAR* souhaite toujours gouverner avec le *PASOK*, mais sans la *Nouvelle Démocratie*, ce qui est aujourd'hui plus grotesque que jamais puisque ces deux grands partis de la bourgeoisie mettent en place ensemble des attaques terribles contre les travailleurs. Après être monté jusqu'à 15% dans les sondages pré-électoraux, devançant *Syriza* et le *KKE*, les électeurs de gauche à la recherche d'une alternative au *PASOK* se sont logiquement tournés vers des organisations qui disaient refuser toute alliance gouvernementale avec le *PASOK*.

Le parti communiste grec (KKE) développe une orientation anticapitaliste abandonnée par les autres partis communistes en Europe : expropriation des monopoles capitalistes, annulation de la dette, sortie de l'UE. Mais, comme tous les vieux partis staliniens, il s'inscrit totalement dans le cadre des institutions, ce qui ne peut que rendre ce programme

totallement proclamatoire et irréaliste aux yeux des masses. Il prétend vouloir renverser le capitalisme, mais il joue sagement le jeu des journées d'action, refusant de construire la grève générale qui pourrait bloquer le pays et poser la question du pouvoir des travailleurs. Pire, lors des grèves et manifestations de masse, il n'hésite pas à mobiliser ses militants pour s'opposer physiquement aux jeunes et travailleurs les plus déterminés, ce qui l'a amené à protéger le parlement bourgeois qu'une partie significative des masses voulait envahir pour l'empêcher de voter le mémorandum. En outre, son sectarisme l'isole totalement du reste du mouvement ouvrier : manifestations séparées, refus de toute tactique de Front unique, etc. Cette politique lui permet certes de garder un noyau dur fidèle, mais l'empêche de rallier les travailleurs radicalisés par la crise.

Au cours de la campagne, **Antarsya** a mis en avant les mots d'ordre juste d'annulation de la dette, de nationalisation sous contrôle ouvrier des banques et des grandes entreprises, ainsi que la sortie de l'euro et de l'UE. **Antarsya** a également combattu la stratégie des bureaucraties syndicales et des réformistes, insistant sur la nécessité de l'auto-organisation et de prendre ses affaires en main. Néanmoins, **Antarsya** n'a pas clairement relié ces mots d'ordres à l'axe stratégique du gouvernement des travailleurs, en rupture avec l'ensemble des institutions capitalistes. Au sein d'**Antarsya**, l'**OKDE Spartakos** - section grecque de la « Quatrième Internationale (Secrétariat unifié) » - défend une orientation révolutionnaire concrète, centrée sur le pouvoir des travailleurs, sur l'auto-organisation, pour exproprier sans indemnité les grandes entreprises capitalistes, répudier unilatéralement la dette, rompre avec l'UE et l'ensemble des institutions bourgeoises.

Les résultats des législatives

Alors que le vote est théoriquement obligatoire en Grèce, l'abstention, déjà historiquement élevée en 2009 (29,1%), a battu un nouveau record (34,9% des inscrits). C'est une manifestation du rejet des partis au pouvoir, mais aussi de l'incapacité des autres partis à convaincre une masse importante d'électeurs qu'ils représentaient une quelconque alternative.

Les deux grands partis qui alternent au pouvoir depuis la chute de la dictature des colonels s'effondrent de façon spectaculaire,

notamment dans les grandes villes. Associés depuis 2011 au gouvernement, ils cumulent 32% des voix (18,8% pour la *Nouvelle Démocratie* et 13,2% pour le *PASOK*), loin des 77,4% des élections de 2009 (et même des 67,5% des élections locales de 2010), qui étaient pourtant à l'époque leur plus mauvais score cumulé depuis 1977. Malgré une loi électorale anti-démocratique qui assure au parti arrivé en tête un bonus de 50 sièges, le *PASOK* et la *Nouvelle Démocratie* cumulent 149 sièges sur 300.

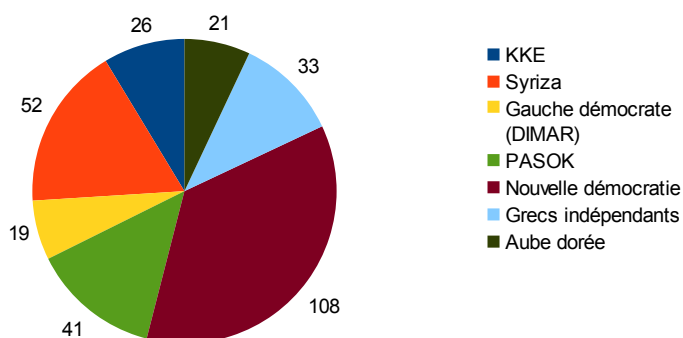
Les forces à la gauche du PASOK cumulent près de 35% des voix.

Le sectarisme du *KKE* l'empêche d'en profiter, passant de 7,5% en 2009 à 8,5% (mais 10,9% en 2010), alors que les partis antilibéraux les moins démarqués du *PASOK* (*DIMAR* et aussi *KOISY*, formé par quelques députés *PASOK* dissidents) font des scores modestes. C'est *Syriza* qui rafle la mise en passant de 4,6% en 2009 (et 5% en 2010) à 16,8%, devançant symboliquement le *PASOK* et devenant la principale force de « gauche ». *Syriza* devient même la première force politique

chez les 18-53 ans et fait des scores très importants dans les grandes villes : autour de 20% à Athènes (21,8% et 19,1% dans les deux circonscriptions) ; 23,9% au Pirée ; 25,4% à Patras... *Antarsya* progresse fortement par rapport aux élections de 2009, de 0,36% des voix à 1,19%. Néanmoins, son score est en deçà des espérances et en reflux par rapport aux élections locales de 2010 (1,8%). *Antarsya* a sans doute été en grande partie victime du vote « utile », puisque la loi électorale fixe un seuil de 3% pour être représenté au parlement.

Mais le discrédit des deux (ex-) principaux partis a également profité à la droite populiste et à l'extrême droite anti-mémorandum, qui ont notamment conquis une grande partie de la petite bourgeoisie appauvrie (les salariés ne constituent que 64% de la population active contre 88% en France). Alors que le LAOS a été disqualifié par sa participation gouvernementale, **un nouveau parti de droite populiste (Grecs Indépendants) fondé par des exclus de la Nouvelle Démocratie a recueilli 10,6% et un parti néonazi (Aube Dorée) atteint 7% (13% chez les jeunes)**¹, passant de 19 000 voix (0,23%) à 439 000 entre 2009 et aujourd'hui.

Répartition des sièges à l'assemblée



1) Cf. la conférence de presse hallucinante du dirigeant d'Aube dorée le soir des élections : <http://www.youtube.com/watch?v=E4AXJx3IzdY&feature=youtu.be> ; les militants ordonnent aux journalistes de se lever pour saluer leur chef, qui commence une diatribe d'une très grande violence.

Résultats des élections législatives du 6 mai 2012

Extrême gauche	Antarsya (dont OKDE Spartakos)	1,19
	OKDE	0,03
	EEK (affilié au PO argentin)	0,10
	KKE-ML (maoïstes)	0,25
	OAKKE (maoïstes)	0,04
Gauche réformiste	KKE	8,48
	Syriza	16,78
	Gauche démocrate (DIMAR)	6,11
	KOISY (dissidents PASOK)	0,96
	« Je ne paie pas »	0,88
Gauche libérale	PASOK	13,18
Ecologistes	Verts	2,93
Centre	Recréer la Grèce	2,15
	Renouveau démocratique	0,92
	Union des centristes	0,61
	Parti libéral	0,06
Centre droit	Alliance démocratique	2,55
	Alliance libérale	1,80
Droite	Nouvelle démocratie	18,85
Droite populiste anti-memorandum	Grecs indépendants	10,60
Extrême droite	LAOS	2,90
	Aube dorée (néo-nazis)	6,97
	Association de l'unité nationale (militaires)	0,60
Inclassable	Parti pirate	0,51
	Autres	0,55

ELECTIONS LEGISLATIVES	1990	1993	1996	2000	2004	2007	2009	2012
Extrême gauche	0,3	0,2	0,4	0,4	0,6	0,7	0,6	1,6
Gauche réformiste	10,4	7,4	15,1	11,4	11	13,2	12,1	33,2
<i>KKE</i>	10,4	4,5	5,6	5,5	5,9	8,2	7,5	8,5
<i>Synaspismos/Syriza</i>		2,9	5,1	3,2	3,3	5	4,6	16,8
<i>Divers gauche réformistes</i>			4,4	2,7	1,8			7,9
PASOK	38,6	46,9	41,5	43,8	40,5	38,1	43,9	13,2
Ecologistes	1,2	0,2	0,5	0,3		1,1	2,8	2,9
Centre gauche				0,5				
Centre		0,2	0,7	0,3	0,3	0,4	0,3	3,7
Centre droit	0,7					0,8	0,5	4,4
Nouvelle Démocratie	46,9	39,3	38,1	42,7	45,4	41,8	33,5	18,8
Droite nationaliste		4,9	2,9					10,6
Extrême droite	0,2	0,1	0,5	0,5	2,3	3,8	5,9	10,5
Inclassables	1,7	0,8	0,3	0,1		0,1	0,4	1,1
Total PASOK + Nouvelle démocratie	85,5	86,2	79,6	86,5	85,9	79,9	77,4	32
Gauche antilibérale et anticapitaliste	10,7	7,6	15,5	11,8	11,6	13,9	12,7	34,8
Droite nationaliste et extrême droite	1,9	5,8	3,7	0,6	2,3	3,9	6,3	21,1
Abstentions (par rapport aux inscrits)	20,8	20,8	23,7	25	23,4	25,9	29,1	34,9
Blancs et nuls (par rapport aux votants)	1,7	1,7	2,8	2,3	2,2	2,7	2,6	2,4

La bourgeoisie cherche à associer la gauche réformiste à la gestion gouvernementale

Dès le soir du 6 mai, le dirigeant du PASOK, Venizelos, qui a négocié avec l'UE et le FMI un deuxième plan de « sauvetage » du pays, a appelé à un gouvernement « d'union nationale pro-européen ». C'est d'ailleurs la seule

hypothèse retenue par le gouvernement allemand qui a très clairement fait savoir que « *le plan de sauvetage de la Grèce est non négociable. Tout gouvernement devra s'engager à l'appliquer intégralement* »¹.

1) <http://blogs.mediapart.fr/blog/christian-delarue/080512/appel-les-peuples-classes-deurope-derriere-le-peuple-classe-grec>

Le 7 mai, le dirigeant de la *Nouvelle Démocratie*, Samaras, a invité l'ensemble des forces politiques au parlement (hormis les néonazis) pour tenter de constituer une majorité. Le KKE et les Grecs indépendants ont refusé de le rencontrer, alors que Syriza et DIMAR se sont entretenus avec lui mais ont refusé de s'allier avec lui. Le 7 mai, la bourse d'Athènes a

plongé de 6,6% et les taux d'intérêt auxquels emprunte l'État grec sont remontés. Lors d'une émission de dette le 8 mai², le taux d'intérêt de l'émission de bons à six mois est ressorti à 4,69%, contre 4,55% lors de la précédente émission.

Le 8 mai, c'était au tour de Tsipras, le dirigeant de *Syriza*, d'être sollicité par le président de la république pour tenter de constituer un gouvernement. Tsipras a gentiment joué le jeu institutionnel, en acceptant de rencontrer le patronat et Samaras. D'ailleurs, la *Fédération des entrepreneurs grecs* a pris position pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale qui inclurait *Syriza* ! C'est la preuve que la bourgeoisie a bien compris qu'il était temps d'avoir recours aux dirigeants de la gauche réformiste pour gérer ses affaires, puisque les partis de la bourgeoisie – sont désormais discrédités et ne peuvent plus gouverner seuls comme avant. Pour le patronat, c'est une option préférable à de nouvelles élections en juin, lourdes d'incertitude. **Le 8 mai, Tsipras a demandé à Venizelos et à Samaras de retirer leur soutien au mémorandum, ouvrant la voie à un gouvernement d'union nationale qui renégocierait les termes de l'accord.** Il leur a proposé un programme en 5 points (arrêt des baisses de salaires, refus du démantèlement du droit du travail, réforme électorale, supervision des banques par l'Etat, audit et moratoire sur la dette) renonçant notamment à nationaliser le secteur bancaire. Les dirigeants du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie* ont refusé cette offre, même si des rumeurs

2) Privée d'accès aux marchés pour son financement à moyen et à long terme depuis 2010, lors du début de la crise de la dette, la Grèce n'émet plus, deux fois par mois, que des obligations à court terme. Sa survie financière est assurée par des prêts de l'Union européenne et du Fonds monétaire international.

ont couru d'un projet de lettre commune de Tsipras et Vénizélos demandant la renégociation du mémorandum.

La situation semblait alors bloquée : les dirigeants du *PASOK* et de la *Nouvelle Démocratie* ne peuvent pas se renier sur les ordres de Tsipras. Et Tsipras perdrait tout crédit à s'allier dans ces conditions au *PASOK* et à la *Nouvelle Démocratie*, risquant alors d'être à leur tour balayés. C'est pourquoi l'équation est très compliquée pour la bourgeoisie et toute solution semblait devoir être reportée au lendemain d'une nouvelle élection en juin.

Le 10 mai, alors que de nouveaux sondages indiquaient que *Syriza* arriverait nettement en tête (avec environ 25% des voix³) en cas de nouvelles élections, c'était au tour de Vénizélos de tenter de constituer un gouvernement. Et **il a réussi à obtenir le soutien de Kouvelis, dirigeant de DIMAR (le parti antilibéral le plus à droite et le moins soumis à la pression des masses), pour constituer un gouvernement dont la mission serait de « maintenir le pays dans la zone euro »** tout en renégociant le mémorandum. Néanmoins, le 11 mai, Kouvelis (affaibli par la division de son propre parti sur une éventuelle participation gouvernementale) et Samaras conditionnaient leur soutien à un gouvernement d'union nationale à la participation de *Syriza*, qui semble aujourd'hui peu probable.

En cas d'échec, de nouvelles élections auraient lieu en juin, et deux solutions seraient envisa-

3) Une étude indique que 2 électeurs sur 10 changeraient de vote en cas de nouvelles élections. 94,6% des électeurs de *Syriza*, 88,5% de ceux du *PASOK* et 86,6% des électeurs des *Grecs indépendants* confirmeraient leurs votes. En revanche, 24% de ceux qui ont voté pour le *KKE* changeraient leur vote, principalement pour *Syriza* (18%). 16% des électeurs des néo nazis (*Aube dorée*) voteraient également pour *Syriza*

geables (selon les résultats) pour la bourgeoisie en l'absence d'une majorité *PASOK-Nouvelle Démocratie* : un gouvernement dirigé par la gauche réformiste avec qui on renégocierait à la marge le mémorandum (pour lui permettre de sauver la face) et qui mettrait en œuvre l'austérité – scénario qui paraît le plus vraisemblable – ; ou un gouvernement de droite, populiste et autoritaire, entre la *Nouvelle Démocratie* et les *Grecs indépendants*, qui mettrait en œuvre le mémorandum tout en multipliant les attaques contre les immigrés et le mouvement ouvrier organisé.

En tous les cas, il est évident que l'extrême difficulté ou l'impossibilité, exprimée dans le résultat des élections, pour la bourgeoisie d'imposer une politique conforme à ses intérêts par les méthodes de la démocratie bourgeoise classiques la contraint à trouver une nouvelle formule pour y parvenir. Mais cette crise politique croissante en Grèce, résultat de la résistance du prolétariat grec à l'austérité, ne peut que frapper de plein fouet le plan des impérialismes dominants dans l'UE. En effet, le spectre d'un défaut total de la Grèce et d'une sortie de la zone euro apparaît une possibilité chaque jour plus concrète et les moyens de l'empêcher chaque jour plus coûteux pour la bourgeoisie non seulement financièrement, mais aussi politiquement. Cependant, vu la crise de toute la zone euro que déclencherait une telle sortie, il est évident que la bourgeoisie est prête à recourir à des moyens extrêmes pour l'empêcher. C'est pourquoi la solution à la crise ne peut venir que de l'intervention directe du prolétariat grec.

Une seule solution : un gouvernement des travailleurs qui annulerait la dette, romprait avec l'UE capitaliste et socialiserait les moyens de production !

Les travailleurs ne doivent surtout pas attendre les prochaines élections et remettre leur sort entre les mains des dirigeants de la gauche réformiste qui pourraient rapidement diriger, participer à ou soutenir parlementairement (y compris sous la forme minimale de la simple « tolérance ») un gouvernement bourgeois qui poursuivrait pour l'essentiel les mesures d'austérité.

Nous pensons que les révolutionnaires doivent se regrouper autour des questions programma-

tiques et stratégiques essentielles dans un parti commun, avec notamment *Antarsya*, et combiner deux orientations : développer l'auto-organisation dans les quartiers et les entreprises, s'adresser aux organisations du mouvement ouvrier (*Syriza*, *KKE*, *DIMAR*, *Antarsya*) pour :

- ▶ résister aux attaques et intimidations des fascistes contre les immigrés et les militants ouvriers ;
- ▶ empêcher la mise en place des mesures d'austérité ;
- ▶ développer les occupations et les reprises d'entreprises sous gestion ouvrière ;
- ▶ préparer la grève générale ;

- ▶ développer les Assemblées générales et les regrouper.

Il faut s'adresser à ces organisations, en les mettant au pied du mur :

- ▶ soit vous vous engagez à défendre avec nous un programme de rupture avec le capitalisme – annulation de tous les plans d'austérité, expropriation des banques et des grands groupes capitalistes, contrôle ouvrier sur la production, annulation de la dette, rupture avec l'UE capitaliste, sortie de l'euro, monopole du commerce extérieur – et à combattre ensemble pour un gouvernement des travailleurs qui le mettrait en place ;
- ▶ soit vous préparez le terrain à un nouveau gouvernement au service des capitalistes.

Juin 2012 - À la veille des élections législatives, la Grèce face à un tournant majeur. Quelle politique pour les révolutionnaires ?

Après trois ans de récession économique et une avalanche de plans d'austérité toujours plus brutaux imposés par la troïka (FMI, UE, BCE), les conditions de vie de la population grecque sont catastrophiques : avalanche de licenciements, baisse terrible, voire non-paiement des salaires, 22% de chômeurs, 53% chez les jeunes, 28% sous le seuil de pauvreté, manque dramatique de médicaments pour les hôpitaux, de fournitures et d'énergie dans les services publics...

La résistance des travailleurs, des travailleuses et des jeunes, forgée par des années de luttes souvent victorieuses contre les contre-réformes dans les années 2000, a été exceptionnelle : 17 journées de grève interprofessionnelle en deux ans, des manifestations

record dans tout le pays, un puissant mouvement des indignés et d'occupation des places, un début d'auto-organisation, un développement du syndicalisme de base en rupture avec les centrales réformistes, des grèves sectorielles et quelques remises en marche d'établissements sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes... Cela a conduit à une crise politique sans précédent avec la démission forcée de Papandréou cet automne, la mise en place d'un gouvernement de technocrates, puis d'un gouvernement d'unité nationale. La bourgeoisie n'est plus capable d'assurer son hégémonie au moyen de l'alternance gestionnaire et clientéliste du PASOK (parti socialiste) et de la Nouvelle démocratie (droite), qui avaient dominé la vie politique depuis la chute de la dictature en 1974.

Mais la dynamique des luttes n'a pas permis d'empêcher les plans d'austérité et les réformes structurelles. Elle a fini par stagner parce que les directions syndicales liées au PASOK, les staliniens du KKE, et les réformistes de Syriza ont refusé, chacun à sa façon, de combattre pour une issue politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière. Et celle-ci, trop longtemps dirigée par le PASOK (surtout les travailleurs du public, très nombreux en Grèce) et par le KKE (surtout le prolétariat industriel), n'est pas parvenue à trouver de voie indépendante qui lui permettrait d'exploiter en sa faveur la crise du régime.

Ensuite, l'annonce et la campagne des législatives depuis fin mars ont largement interrompu les mobilisations : une partie de celles et ceux qui avaient participé

vainement aux luttes ne sont pas allés voter, mais **beaucoup ont placé leurs espoirs dans une issue électorale en votant notamment pour Syriza** aux dépens du PASOK. La raison en est que Syriza (l'équivalent du Front de gauche, mais qui n'a jamais gouverné) s'est prononcée clairement pour le refus du mémorandum européen, des nouvelles privatisations, pour la restauration des conventions collectives, pour l'augmentation des salaires) et s'est clairement déclarée candidate au pouvoir. De son côté, le KKE (parti communiste grec), tout en défendant un programme plus radical, défend lui aussi une perspective électorale depuis deux ans et s'enferme dans l'auto-proclamation et le sectarisme en refusant tout front unique ouvrier, même dans les luttes. Enfin, la petite bourgeoisie (très nombreuse en Grèce) et les habitants des campagnes se sont divisés entre ceux qui ont renouvelé leur confiance envers la Nouvelle démocratie et ceux qui ont exprimé leur rejet de la Troïka en votant pour la droite populiste anti-mémorandum (Grecs indépendants), voire pour les néo-nazis (Aube dorée)

Les trois scénarios possibles à l'issue du scrutin

Le résultat des législatives du 6 mai n'ayant pas permis la constitution d'un nouveau gouvernement, de nouvelles élections auront lieu ce dimanche 17 juin. C'est sans doute l'une des dernières cartouches du régime pour tenter de se maintenir d'une manière ou d'une autre. Il y a en effet trois solutions :

1) Le résultat peut n'être guère différent de celui du 6 juin, c'est-à-dire que le pays resterait ingouvernable. En ce cas, il serait certes possible de convoquer encore de nouvelles



Le dirigeant de la Nouvelle Démocratie, Samaras (à gauche) avec le dirigeant du PASOK, Venizelos (à droite)

élections, mais nul doute que cela saperait définitivement les dernières bases du régime et que l'option d'un coup de force autoritaire deviendrait une hypothèse sérieuse pour la bourgeoisie, quel qu'en soit le prix. Ce scénario est cependant le moins probable, car le débat s'est polarisé entre Syriza et la Nouvelle Démocratie, qui devraient chacune sensiblement améliorer leur score.

2) La Nouvelle démocratie peut constituer un gouvernement de coalition dont la tâche serait l'application coûte que coûte du plan d'austérité. Mais cela entraînerait probablement une reprise des luttes, que le gouvernement, fraîchement investi par les urnes, n'hésiterait pas à réprimer beaucoup plus durement que cela n'a été fait jusqu'à présent. Ce serait la reprise d'une course de vitesse entre la dynamique des luttes et la préservation du régime par une fuite en avant dans la violence sociale et policière.

3) Syriza peut constituer un gouvernement de coalition avec des forces situées à sa droite comme DIMAR (Gauche démocratique, ancien courant droitier de Syriza), voire avec des populistes de droite opposés au mémorandum européen (Grecs indépendants). Or Syriza, qui a toujours défendu un projet fondé

sur le maintien du capitalisme et l'appartenance à l'UE, a renoncé à des points clés de son propre programme depuis le 6 mai pour rassurer les banques et les marchés. Son dirigeant Tsipras a ainsi annoncé son intention de renégocier avec l'UE les conditions des prêts européens. Syriza ne réclame plus la nationalisation des banques qu'elle exigeait il y a encore quelques semaines (et qui n'était déjà pas leur expropriation sans indemnités ni rachat, bien qu'elles avaient déjà été recapitalisées par l'argent public !); mais il parle désormais d'un simple « contrôle » par l'État du système bancaire avec la constitution d'un « pôle public ». De même, elle ne promet plus d'annuler toutes les mesures d'austérité prises depuis deux ans, mais seulement de rétablir les salaires au niveau où ils étaient avant février 2012. Et, aujourd'hui comme hier, elle refuse de se prononcer pour la rupture avec l'Union européenne, ne cessant au contraire de marteler sa volonté de rester à tout prix dans l'UE et dans la zone euro.

Faute de vouloir rompre avec le capitalisme et l'UE, la direction de Syriza se condamne à mettre en place des mesures d'austérité certes moindres dans l'immédiat que celles de l'actuel mémorandum, mais aussi moins efficaces pour

« assainir » le capitalisme grec, ne permettant donc aucune issue à la crise dans le cadre du système et rendant par là même inévitables des mesures plus dures encore par la suite. Cette « austérité de gauche » ne pourrait donc que semer le désarroi et la colère parmi les masses, mettant à l'ordre du jour leur radicalisation à gauche et/ou la montée en puissance du fascisme comme dernier recours pour la bourgeoisie.

Quelle orientation pour les révolutionnaires ?

C'est dans ce contexte extrêmement difficile que les anticapitalistes et les révolutionnaires doivent élaborer leur orientation politique propre, combinant défense de leur propre programme, initiative dans les luttes, interpellation des réformistes en vue d'un front unique ouvrier, soutien aux pas en avant que feraient les réformistes sous la pression des masses. Il revient évidemment aux révolutionnaires grecs de mener ce combat, mais c'est une question qui concentre aujourd'hui l'attention des révolutionnaires du monde entier et appelle à confronter ouvertement les propositions des uns et des autres.

1) Propagande révolutionnaire et combat politique contre les réformistes

Il est indispensable de défendre un programme politique indépendant, axé sur l'indépendance de la classe ouvrière, s'appuyant sur les luttes, développant l'auto-organisation, fixant l'objectif de la rupture avec le capitalisme par un gouvernement des travailleurs, des travailleuses et des jeunes. Cela passe par une intensification de la propagande, par des initiatives dans la lutte des classes et dans les syndicats, et par le combat politique contre les réfor-

mistes. En particulier, il est hors de question de semer des illusions envers Syriza : il faut au contraire dénoncer ses capitulations, les garanties qu'elle donne à l'UE et aux banques, son refus de rompre avec le capitalisme.

De ce point de vue, **nous soutenons l'orientation d'Antarsya** (coalition d'organisations anticapitalistes qui regroupe plus de 3 000 militants) qui a refusé de soutenir le programme de plus en plus droitier de Syriza, mais a choisi de défendre un programme anticapitaliste et d'en appeler aux mobilisations. **Nous condamnons en revanche la déclaration du « Bureau Exécutif de la Quatrième Internationale »** (ex-« Secrétariat unifié », auquel participe la direction des principaux courants du NPA) : il appelle à soutenir sans conditions le programme de Syriza (en le présentant de manière déformée !) et se prononce pour la constitution d'un gouvernement Syriza-KKE-Antarsya dans le cadre des institutions pour le mettre en œuvre. Cette position est inacceptable parce qu'elle revient à soutenir un programme qui refuse de se prononcer pour l'annulation pure et simple de la dette, pour l'expropriation et la nationalisation des banques, pour la rupture avec l'UE et le capitalisme. **Nous soutenons au contraire les cama-**

rades de la section grecque de la Quatrième Internationale, l'OKDE-Spartakos que le Bureau exécutif n'a même pas pris le peine de consulter avant de se prononcer sur leur pays, au mépris des règles élémentaires de l'internationalisme organisé ! L'OKDE-Spartakos participe à Antarsya où elle défend globalement des positions révolutionnaires (pour autant que nous puissions en juger, puisque la plupart de ses textes ne sont pas traduits), a parfaitement raison de protester sur la forme comme sur le fond.

2) Soutien à tout pas en avant que ferait Syriza

En même temps, à l'encontre de tout gauchisme, il va de soi que les révolutionnaires ne mettent pas sur le même plan Syriza, qui est une organisation du mouvement ouvrier, et les organisations de la bourgeoisie. C'est pourquoi ils doivent participer aux premiers rangs du combat contre les calomnies que la bourgeoisie et ses médias déversent sur Syriza pour terroriser le peuple grec en agitant le spectre du chaos. **Et il faudra soutenir tout pas en avant, même partiel, que Syriza au pouvoir serait amenée à faire** pour respecter son programme (refus du mémorandum, refus de nouvelles privatisations, remise en place des conventions collectives, augmentation des salaires...)



Tsipras entouré par Mélenchon (PG) et Laurent (PCF) le 21 mai à Paris

et surtout sous la pression directe des masses.

3) Combat pour le front unique ouvrier, y compris sur la question du pouvoir

Enfin, comme depuis le début de la crise, il faut se battre pour un front unique ouvrier en posant les questions politiques clés de la situation. Cela implique **l'interpellation des syndicats, de Syriza et du KKE pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier afin de dynamiser la mobilisation des masses.** C'est nécessaire en général pour les luttes contre l'austérité, contre les licenciements, pour les salaires. C'est nécessaire aussi pour le combat contre les fascistes, qui se livrent désormais quotidiennement à des violences armées contre les immigrés, les militants et les militantes : une des tâches majeures du moment est de résister et de riposter par la constitution de brigades du mouvement ouvrier équipées et armées au même degré que les fascistes, afin de protéger les quartiers populaires, les locaux du mouvement ouvrier, les grèves et les manifestations.

Mais le front unique ouvrier doit aller aujourd'hui jusqu'à apporter une réponse à la question du pouvoir, puisque celle-ci est posée aujourd'hui par les élections qui interviennent pour tenter de sauver le régime. C'est pourquoi il faut appeler les syndicats, Syriza et le KKE à s'unir sur la base d'un programme pour le pouvoir, partant des revendications immédiates et exigeant l'annulation de la dette, l'expropriation des banques et des grands groupes capitalistes (qui, comme les armateurs, refusent de payer des impôts sur leurs profits !), l'augmentation des salaires, l'arrêt des licenciements, l'embauche des chômeurs par la réduction

du temps de travail... Et nous devons dire clairement qu'un tel gouvernement devra, pour mettre en place ces mesures, rompre avec l'Union européenne, sortir de l'euro, instaurer une monnaie nationale inconvertible et contrôler strictement les flux financiers et commerciaux avec l'extérieur.

Certes, ni Syriza, ni le KKE ne veulent d'un tel programme. Mais, ce sont eux qui dirigent le mouvement ouvrier et, aux yeux des masses, ils ont le prestige dû au rôle important qu'ils ont joué dans les mobilisations contre l'austérité depuis deux ans — même s'ils sont aussi responsables de leur canalisation électorale. Ils semblent d'autant plus courageux qu'ils subissent tous les jours les calomnies de la bourgeoisie et des médias. De plus, le KKE, s'il refuse le front unique, défend un programme anti-UE et formellement anticapitaliste, joue encore un rôle central dans le prolétariat industriel et n'est pas négligeable même électoralement. Et Syriza, moins forte comme organisation, bénéficie aujourd'hui de l'espoir électoral des masses en rupture avec le PASOK, parce qu'elle est clairement candidate au pouvoir sur la base d'un refus du mémorandum européen et d'une dénonciation de la dette et des banques. C'est pourquoi il est indispensable que les anticapitalistes et révolutionnaires s'adressent à ces partis, tout en combattant frontalement leurs capitulations envers les capitalistes.

Il n'y a pas d'autre voie pour dialoguer avec les militantes et les militants de ces organisations, avec les travailleurs, les travailleuses et les jeunes qui leur font confiance. **La propagande révolutionnaire est indispensable, mais elle ne peut pas suffire, elle doit s'accompagner de propositions concrètes qui aillent**

jusqu'à la question clé du pouvoir, puisque celle-ci est posée en Grèce. Même si Syriza arrive au pouvoir par les élections, il faudra combiner la dénonciation de ses capitulations annoncées avec l'exigence que, au lieu de mener les travailleurs dans une impasse catastrophique, elle rompe avec la bourgeoisie. Il faudra tout faire pour en appeler aux masses, qui seules peuvent faire pression en ce sens. C'est la condition pour obtenir si possible quelques avancées et au moins pour que les masses puissent politiser leur expérience du réformisme et trouver la voie de la radicalisation. C'est la condition pour empêcher que cette expérience conduite au contraire à l'apathie et au désarroi, qui ne peuvent que nourrir la dangereuse montée en puissance de l'extrême droite.

La situation en Grèce recèle toutes les possibilités d'une situation pré-révolutionnaire. Avec la crise du régime, tout peut aller très vite. La clé de la situation est dans les mains de la classe ouvrière. Et elle seule peut entraîner dans le combat les petits paysans, artisans et commerçants spoliés par les banques et l'austérité, qu'il faut arracher à la tentation de l'extrême droite. Les révolutionnaires ont un rôle majeur à jouer, qui doit combiner la propagande la plus intransigeante, les initiatives les plus audacieuses dans la lutte des classes et la tactique la plus souple à l'égard des masses et des organisations du mouvement ouvrier. Cela passe par la constitution d'un parti révolutionnaire unifié avec droit de tendances, qui s'appuie sur les acquis d'Antarsya (constituée en 2009) et approfondisse les discussions programmatiques, stratégiques et tactiques, tout en s'adressant aux autres courants anticapitalistes et révolutionnaires.

Cette brochure est une reprise d'articles parus dans Au CLAIR de la lutte ou sur le site de la Tendance CLAIRE

Janvier 2010

La crise de la dette pousse le gouvernement à accélérer ses attaques contre les travailleurs

NINA PRADIER, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°5

Avril 2010

Situation explosive en Grèce : les travailleurs parviendront-ils à vaincre ?

GASTON LEFRANC, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°6

Mai 2010

Sur les derniers développements de la crise en Grèce et en Europe

DÉCLARATION DE LA TENDANCE CLAIRE

Juillet 2011

Nouveau plan d'austérité (« Memorandum II ») : attaques inouïes contre les travailleurs et semi-colonisation du pays

DÉCLARATION DE LA TENDANCE CLAIRE

Octobre 2011

Les plans d'austérité aggravent-ils les déficits publics et nuisent-ils à l'accumulation du capital?

GASTON LEFRANC, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°9

Novembre 2011

La bourgeoisie grecque peut dire merci aux bureaucrates et aux réformistes

GASTON LEFRANC, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°9

L'annonce d'un référendum par Papandréou sème la panique dans toute l'Europe et exacerbe la crise politique en Grèce

DÉCLARATION DE LA TENDANCE CLAIRE, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°9

Février 2012

Où va la Grèce? Les travailleurs trouveront-ils une issue à la barbarie capitaliste qui les frappe?

KOLYA FIZMATOV, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°10

Mai 2012

Un tsunami électoral balaye la gauche et la droite pro-austérité et approfondit la crise politique

GASTON LEFRANC, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°12

Juin 2012

À la veille des élections législatives, la Grèce face à un tournant majeur.

Quelle politique pour les révolutionnaires ?

LUDOVIC WOLFGANG

Cette brochure est le supplément à *Au CLAIR de la lutte* n° 12 (n° ISSN : 2101-6135.).

Comité de rédaction :

Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

Site actualisé chaque jour : **<http://tendanceclaire.npa.free.fr>**

Courriel : **tendanceclaire.npa@free.fr**

Téléphone : **06 64 91 49 63**

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

Recueil de textes d'actualité


- ★ Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- ★ Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- ★ La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- ★ Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
- ★ Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
- ★ Textes sur la jeunesse

Cahiers d'histoire des révolutions

- ★ Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
- ★ La révolution espagnole (1936-1939)
- ★ Les révolutions russes
- ★ Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
- ★ Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
- ★ Les révolutions chinoises

Pour vous les procurer, contactez-nous :

 tendanceclaire.npa@free.fr

 06 64 91 49 63